

RAPPORT FINAL

CONSULTATION NATIONALE « LA PARTICIPATION POLITIQUE CHEZ LES JEUNES » MENEE PAR LE CNAJEP DANS LE CADRE DU IVEME CYCLE DE DIALOGUE STRUCTURE PORTANT SUR L'ACCES AUX DROITS CIVIQUES ET LA PARTICIPATION POLITIQUE.

CE DOCUMENT EST LE RAPPORT FINAL D'UNE CONSULTATION EN LIGNE EFFECTUEE AUPRES D'UN PUBLIC DE JEUNES ET NE REPRESENTE PAS UNE POSITION OFFICIELLE DU CNAJEP

SOMMAIRE

Contexte de l'enquête :	3
Informations générales :	4
Une culture de la participation des jeunes :	7
Confiance et compréhension entre jeunes et décideurs publics :	10
Implication des jeunes dans les processus de décision publique :	17
La place des organisations de jeunesse dans le dialogue entre jeunes et décideurs publics :	23
Les outils de l'implication des jeunes :	28
Conclusion	34

CONTEXTE DE LA CONSULTATION :

Cette consultation s'est effectuée dans le cadre du IVème cycle de Dialogue Structuré porté au niveau européen. Le Dialogue Structuré est une méthode visant à améliorer l'efficacité des politiques publiques en impliquant les citoyens et la société civile dans leurs conceptions, leurs mises en place, leurs suivis et leurs évaluations. Chaque cycle s'articule autour d'un processus comprenant des conférences européennes de la jeunesse et des actions mises en place au niveau européen et national.

Le IVème cycle porte spécifiquement sur la « participation politique des jeunes », (En anglais « Youth Political Participation »). La présente consultation est basée sur les conclusions de la conférence européenne de la jeunesse qui s'est tenu à Rome en Octobre 2014 et qui a rassemblé plusieurs centaines de jeunes et de représentants des pouvoirs publics venant de l'ensemble des états membres. Cette conférence a permis d'établir un cadre commun de compréhension du sujet et des enjeux qui y sont liés, ainsi que des questions directrices pour la mise en place d'une consultation dans les états-membres.

Les 5 questions directrices établies au niveau européen sont :

- 1. What should be done to stimulate a culture of political participation in all aspects of education? (max 500 words)*
- 2. What should be done to increase trust and understanding between young people and decision-makers, empowering both to better work with each other? (max 500 words)*
- 3. How should young people and youth organisations be fully involved in shaping policies together with decision-makers? (max 500 words)*
- 4. How can youth work empower young people for political participation? (max 500 words)*
- 5. How should young people from all backgrounds be informed, empowered, and engaged to take part in political and democratic processes, and how should new and alternative technologies and tools be used for this? (max 500 words)*

La présente consultation servira de support au CNAJEP pour répondre à ces questions d'une part et pour la construction d'un questionnaire complémentaire destiné aux organisations de jeunesse et d'éducation populaire. Ce second questionnaire reprendra les 5 grandes questions des lignes directrices ainsi que quelques un des résultats de cette consultation, il visera à mettre les organisations de jeunesse dans une posture d'expertise et de proposition.

L'ensemble de ces contributions sera consolidé et communiqué au premier mars au comité de pilotage du Dialogue Structuré au niveau européen¹. Il sera réutilisé lors de la 2ème conférence européenne de la jeunesse du IVème cycle afin de parvenir à l'élaboration d'une ébauche de projet de résolution.

Après une période de finalisation, ce projet de résolution sera présenté au conseil des ministres de l'Union Européenne à l'automne 2015 pour adoption et devrait être mis en application au niveau européen, national et dans les politiques associatives à partir de 2016.

Vous pouvez demander plus d'informations à l'adresse suivante : dialogue.structure@cnajep.asso.fr

¹ Comité composé de représentants de la Commission Européenne, du Forum Européen de la Jeunesse et des Etats-membres assurant la présidence du Conseil de l'Union Européenne (Ministère en charge des questions de jeunesse + Conseils Nationaux de la Jeunesse)

INFORMATIONS GENERALES :

FORMAT DE LA CONSULTATION :

Cette enquête visait à établir un baromètre d'opinion chez les jeunes concernant leur participation politique ainsi qu'à recueillir un maximum de propositions pour faire évoluer cette même participation. Ainsi le questionnaire comporte à la fois des questions fermées (Choix simple ou multiple) et des questions ouvertes.

Suivant les lignes directrices établies par la conférence européenne de la jeunesse de Rome, le questionnaire est structuré autour des 5 questions du cadre européen de consultation. Chaque question est ici déclinée en un « chapitre » :

- Culture de la participation des jeunes
- Confiance et compréhension entre jeunes et décideurs publics
- Implication des jeunes dans les processus de décision publique
- Place des organisations de jeunesse dans le dialogue entre jeunes et décideurs publics
- Les outils de l'implication des jeunes

Le questionnaire incluait au début et à la fin quelques questions permettant de cerner le public de répondants.

MOYENS DE DIFFUSION :

La consultation s'est effectuée en ligne via le partage d'un lien internet ouvrant sur une fenêtre pop-up.

Elle a été diffusée via les organisations membres et partenaires du CNAJEP, une diffusion via les réseaux sociaux a aussi été effectuée nonobstant le format du questionnaire ne permettant pas un partage aisé.

L'envoi du questionnaire a été accompagné de l'organisation de rencontres physiques avec des organisations de jeunesse permettant d'expliquer ses enjeux et de soutenir sa diffusion. Une évolution du mode de diffusion est prévue pour les prochaines consultations du même type, elle devrait notamment permettre une contextualisation plus facile et de meilleures options de partage. De même, une identité visuelle spécifique sera mise en place et permettra d'améliorer la visibilité des consultations.

MENTIONS LEGALES :

Le questionnaire a été enregistré auprès de la CNIL car comportant des données dites sensibles (notamment opinions politiques, appartenance à un mouvement associatif, politique ou syndical, et possibilité de renseigner son adresse e-mail.

Le numéro de déclaration à la CNIL est le suivant : 1826631 ; les données seront détruites au bout d'un an à compter du 10 Janvier 2015.

PERIODE DE CONSULTATION :

La consultation « La participation politique des jeunes » a été mise en ligne le lundi 1^{er} décembre 2014. La consultation s'achève officiellement le 10 janvier 2015 afin de produire un rapport envoyé aux organisations membres du CNAJEP en complément d'un questionnaire portant sur le même thème et qui leur est spécifiquement adressé.

NOMBRE DE REpondants :

Malgré l'état provisoire des outils de diffusion de cette consultation nous avons enregistré le nombre de **1371 connexions** au questionnaire en 41 jours.

Sur la base de ce chiffre, le nombre de contributions partiellement ou entièrement exploitables s'élève à 745. Plusieurs contributeurs n'ayant pas validé leurs réponses un nombre non négligeable de contribution sont incomplètes.

Le nombre total de contributions aux questions ouvertes est de 861. Nous avons été étonnés du nombre de contributions textes au regard du nombre de répondants, ainsi que de la matière produite via ces questions. Plusieurs répondants ont, en effet, produit des textes longs et argumentés tranchant ainsi avec les pratiques habituelles de questionnaires ou les personnes ne renseignent que peu les aspects qualitatifs.

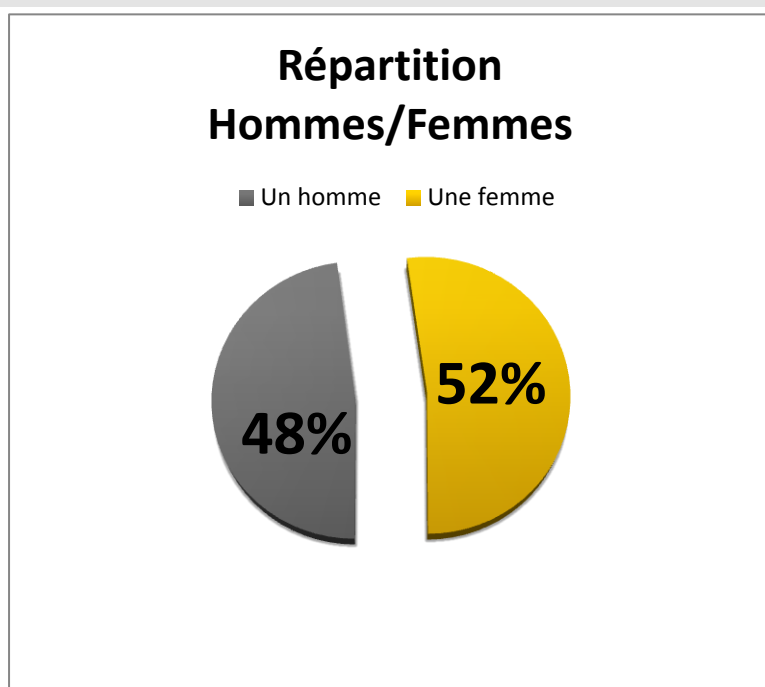
TYPES DE REPONSES

Les réponses possibles étaient de 2 ordres différents : la réponse à des questions dites « fermées » et questions ouvertes permettant aux participants à la consultation d'émettre une opinion totalement libre.

Nous avons fait le choix de présenter les réponses des questions fermées ainsi que les croisements de données afférents sous la forme de graphiques.

Les questions ouvertes ont été traitées par un regroupement thématique dont nous avons extrait quelques-unes afin d'illustrer le propos. Nous avons fait le choix de ne pas modifier les exemples choisis pour ce rapport, tant sur le fond que sur la forme.

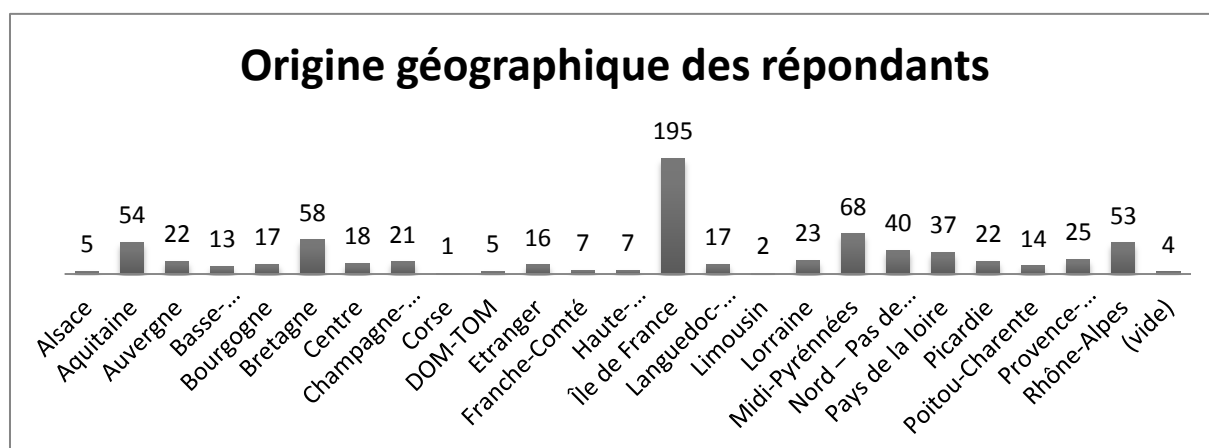
REPARTITION HOMMES-FEMMES



Le questionnaire a été rempli par une majorité de femmes, mais dans l'ensemble on observe une parité approximative dans le genre des répondants.

Dans tous les cas, l'écart n'est pas significatif au regard du nombre de personnes ayant répondu à la consultation.

ORIGINE GEOGRAPHIQUE DES REpondANTS :



L'origine géographique des répondants suit de manière globale les dynamiques de la population en France. On observe ainsi une prédominance de quelques régions plutôt jeunes telles que l'Aquitaine, la Bretagne, Midi-Pyrénées, ou Rhône-Alpes. A l'inverse des régions telles que la Franche Comté ou le Limousin sont plus en peine dans la mobilisation de leur population de jeunes.

Comme on peut s'y attendre on observe une grande prédominance de la région Île de France, due notamment à la présence de nombreux sièges d'association et organisations de jeunesse dans cette région en sus de sa population qui est une des plus jeunes de France.

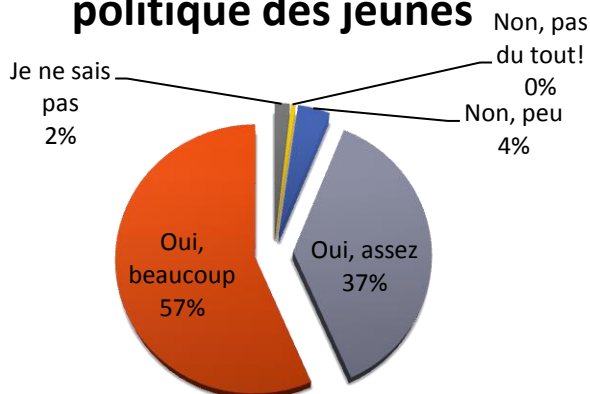
Ceci est souvent due à des dynamiques locales déjà préexistantes sur la question de la participation politique des jeunes, à des actions déjà mises en place et à un réseau plus structuré.

AGE DES PARTICIPANTS

Une question portait sur l'âge des participants. Le questionnaire comportait une limite d'âge qui a amené un nombre important de personnes à « tricher » pour pouvoir accéder à la suite du questionnaire.

Ainsi, les données portant sur l'âge moyen ne sont pas exploitables dans le cadre de ce rapport.

Faut-il renforcer la culture politique des jeunes



Nous avons voulu différencier la perception qu'ont les participants du besoin de développer la culture politique des jeunes en général du besoin de développer leur culture propre.

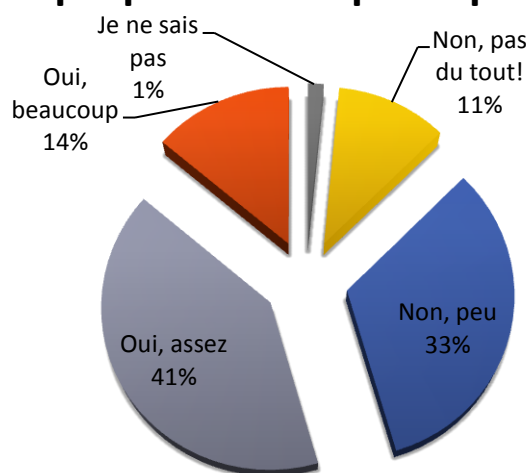
Les réactions sont nettement plus contrastées à cette question, avec 44% des répondants estimant ne pas avoir besoin de renforcer leur propre culture politique. 11% d'entre eux estiment ne pas du tout avoir besoin de renforcer leur culture politique. On observe qu'à la question précédente ils étaient 0% à penser que la jeunesse en général n'en avait pas besoin.

Il est également intéressant de noter qu'une proportion importante des répondants estime ne pas

Ce chapitre visait à établir dans quelle mesure les jeunes perçoivent leur propre culture politique, c'est-à-dire un ensemble de connaissances, de clés de compréhension, de pratiques politiques et de sentiment d'appartenance à la vie de la cité nécessaire pour une pleine implication dans la vie politique.

On y apprend qu'une écrasante majorité de jeunes considère que la jeunesse manque de culture politique (94% au total, dont 57% qui estiment que la jeunesse manque beaucoup de culture politique).

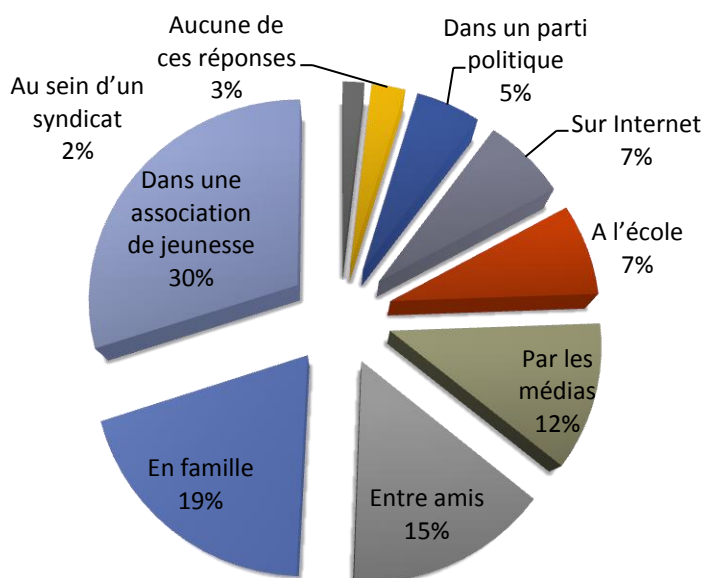
Faut-il renforcer votre propre culture politique?



être un « expert » et avoir toujours de nouvelles choses à découvrir pour renforcer sa propre culture politique.

Nous nous sommes également interrogés sur les lieux ou les personnes se sont appropriées cette culture politique. Ce sont les organisations de jeunesse qui ont le plus été mentionnées. Ainsi l'éducation non-formelle arrive en tête suivie d'acteurs de l'éducation informelle (Amis, médias, famille).

Où avez vous le plus développé votre culture politique?



A noter la très faible mention des syndicats et des partis politiques (respectivement 2% et 5%).

En croisant ces données avec les questions précédentes nous n'obtenons pas de variation significative. Nous en déduisons donc qu'il n'existe pas de corrélation entre le lieu qui a le plus contribué à la formation politique des jeunes et leur perception de leurs besoins en termes de culture politique ou des besoins des jeunes en général.

Exemple de contribution :

Il faudrait tout d'abord que la politique retrouve toute sa noblesse et que ce ne soit plus l'objet de scandales qui ont pour conséquence de faire fuir encore plus les jeunes. Si la politique et les politiques deviennent des modèles et prouvent que leur but premier est l'amélioration de la vie en société alors les jeunes comprendront peut être l'utilité de la politique et des politiques.

En ce qui concerne les contributions qualitatives, nous en avons reçu 281 sur cette thématique. Un nombre très important d'entre elle sont difficilement exploitable en tant que tel mais témoignent d'un malaise général et d'une fracture entre la classe politique et les jeunes. Ces contributions sont toutefois à prendre en compte dans notre approche.

Une bonne partie d'entre-elles est choquée par une « **différence de traitement** » entre jeunes et hommes politiques en cas d'infraction à la loi. Une autre partie est **résolument violente** à l'égard d'une classe politique « accrochée au pouvoir », « clanique », « magouilleuse ». Les mots sont parfois durs et reflètent un malaise profond.

Ces considérations très générales sont parfois accompagnées de propositions très concrètes : **droit de vote à 16 ans, vote électronique², non-cumul des mandats, transparence politique, quotas de jeunes, clause d'impact jeunesse.**

La deuxième grande thématique spontanément abordée par les contributeurs concerne **l'école**. Presque la moitié des contributions concerne la place de l'éducation politique dans les contenus scolaires, l'organisation des établissements en tant que lieu d'apprentissage de la démocratie ou les liens entre associations/politiques et école. Beaucoup de contributeurs estiment que l'école est la seule institution capable **d'accompagner à grande échelle la jeunesse** et qu'à ce titre elle porte également une responsabilité dans l'éducation politique des jeunes.

Une grande partie des répondants critique le manque de formation ou de capacité des enseignants pour porter ces contenus, une inadaptation des programmes, et une incapacité à sortir des murs de l'école de la part de l'institution.

Exemple de contribution :

- Instaurer des temps collectifs (en petits groupes) d'expérimentation et de discussion à l'école, dès le plus jeune âge.
- Renforcer l'intervention de responsables associatifs, syndicaux, politiques, etc. dans le cadre scolaire, non dans un but de prosélytisme mais pour montrer les différentes formes principales d'engagement et la diversité des types et sujets de participation. -

Exemple de contribution :

Je crois qu'un travail structuré qui associerait associations de jeunesse et d'éducation populaire et association de jeunes (par exemple au FFJ) pourrait apparaître nécessaire. On peut dépasser les clivages...

Un troisième type de contribution concerne beaucoup plus les **politiques associatives**, appelant à ce que les associations soient **plus clairement engagées politiquement**, travaillent de manière plus explicite l'éducation politique en tant qu'objet de l'éducation populaire. Beaucoup de contributeurs considèrent les organisations de jeunesse comme des lieux, rares, de rencontre, d'échanges, de débats et que ces associations devraient plus investir ces aspects dans leurs activités.

² Nous verrons plus loin que cette proposition est très loin de faire l'unanimité, cependant elle est posée à plusieurs reprises dans les contributions.

Bien sûr, les contributeurs ne dissocient pas cet aspect des moyens nécessaires aux associations de Jeunesse et d'Education Populaire pour fonctionner. Ainsi la question **des moyens alloués à ces politiques** associatives est-elle très clairement posée avec un soutien demandé à l'état.

Une partie non négligeable des contributeurs estime également que **l'enfermement dans un « sous-groupe jeunes »** ne favorise pas l'implication des jeunes dans la société et la chose publique. Que les dispositifs ciblant spécifiquement la jeunesse n'aboutissent qu'à la **marginaliser** en l'enfermant dans une case d'où elle a vocation à sortir. De manière plus opérationnelle ces contributions demandent à faire cesser le principe de décision « des jeunes pour les jeunes » afin de faire réellement entrer les jeunes dans le débat public.

Exemple de contribution :

Il y a là un présupposé énorme selon lequel les jeunes n'ont pas une "culture de la participation politique". Les questions précédentes reposent sur la "culture politique", donc à ce que j'en comprends, une culture générale sur les différents courants politiques, les partis politiques, le fonctionnement des institutions républicaines... Or ces connaissances peuvent très bien être insuffisantes chez certains jeunes, mais que ces derniers aient dans le même temps un engagement important dans le débat public, dans la vie de leur cité, dans le partage avec leurs voisins. C'est là un sens fort de "culture de la participation politique", qui n'entre pas en contradiction avec une abstention aux différentes élections par exemple, ce qui est, j'imagine, un des critères sur lequel vous faites reposé cette supposée faible "véritable culture de la participation politique". Donc oui, une idée de génie : Ecouter les jeunes et leur façon de prendre part à la communauté. Ils sont très politisés, mais ne se reconnaissent peut-être pas dans une organisation politique nationale.

Exemple de contribution :

Éviter absolument de créer un groupe social qui peut s'appeler la "Jeunesse", les "jeunes". C'est inefficace sur le plan de l'action politique. Sans être nostalgique, les systèmes de classes sociales sont plus agissant en terme d'éducation populaire et de lutte sociale que les systèmes de communautés (noirs, jeunes, hipsters, etc.)

Enfin, la notion même de « **culture de la participation** » et de « culture politique » fait débat. Plusieurs contributeurs font état du fait que l'on pense souvent à des modes d'engagement traditionnels mais que **l'engagement politique prend aujourd'hui de nouvelles formes** que les décideurs ne comprennent pas toujours ou pas toujours bien.

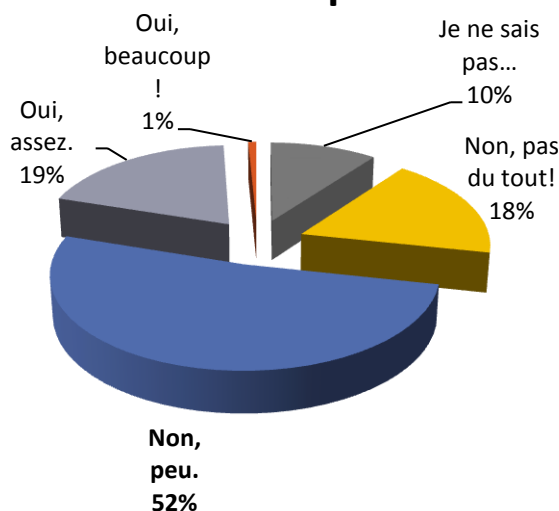
De la même manière plusieurs contributeurs précisent bien que la culture de la participation va bien au-delà de la culture politique. **Beaucoup de jeunes sont investis** dans des associations, dans la vie de leurs quartiers, de leurs villes, sur différentes causes. Pour autant, ils ne votent pas, ne s'investissent pas dans des partis pour des raisons déjà expliquées ci-dessus.

Que peut-on en conclure ?

Nous constatons bien un réel désaffecte des jeunes pour les formes les plus traditionnelles de participation politique. Ce sentiment s'est ancré notamment pour des raisons qui ne dépendent pas que des politiques de jeunesse mais qui relèvent du lien entre élus et citoyens en général.

La jeunesse n'est pas désengagée pour autant et la défiance pour les modes plus traditionnels de participation (vote, partis politiques, ...) ne se retrouve pas dans l'engagement sur des actions plus citoyennes et locales. De nombreuses idées innovantes et intéressantes sont développées par la jeunesse et il faudrait encourager les décideurs publics à s'y intéresser et à se les approprier.

Avez-vous confiance en vos décideurs publics



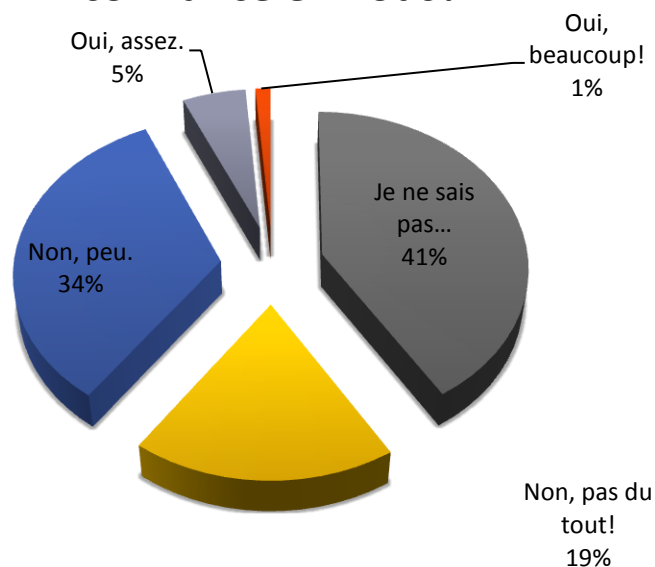
Nous avons également posé la question de la perception de cette confiance par les jeunes. Là encore le résultat est sans appel avec seulement **6% de jeunes percevant une confiance à leur endroit**. Un résultat biaisé toutefois par un très fort pourcentage de personnes estimant ne pas avoir d'éléments pour juger (41%).

Un rapide croisement des données permet de voir que les quelques-uns exprimant une confiance en les décideurs publics sont les mêmes que ceux ayant un sentiment de confiance envers eux.

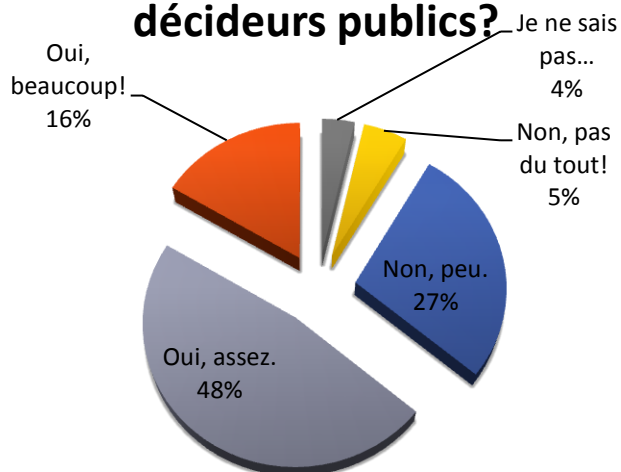
Ce chapitre de la consultation visait spécifiquement à répondre à la question : « **Que devrait-il être fait pour améliorer la confiance et la compréhension mutuelle entre les jeunes et leurs représentants, les responsabiliser afin d'améliorer leur coopération ?** »

Cette consultation permet de consolider toutes les précédentes études sur le sujet et démontrant une véritable défiance entre jeunes et représentants politiques. Seul **20% des répondants estiment avoir confiance** en leurs décideurs publics. C'est presque autant que ceux estimant ne pas du tout avoir confiance et plus de 3 fois moins que l'ensemble des personnes estimant ne pas avoir confiance.

Vos décideurs publics ont-ils confiance en vous?



Comprenez-vous vos décideurs publics?



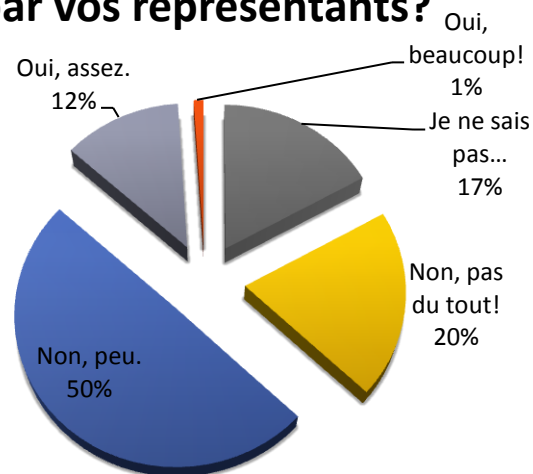
Ce résultat est surprenant quand on observe les conclusions des questions suivantes notamment qui témoigne du sentiment des jeunes de bien (48%) ou **très bien (16%) comprendre les décideurs publics** en termes de langage, de modes de communication. Ceci témoigne d'un choix clair et réfléchi dans les réponses précédentes même si la prudence nous conseille de prendre ces résultats avec des précautions car il ne s'agit que de ressenti et non pas d'une réalité scientifiquement mesurée.

La question de la compréhension a tout d'abord été posée en termes de langage, codes, expression. Seul un faible pourcentage des jeunes répondants exprime ne pas comprendre les décideurs publics sur ces aspects.

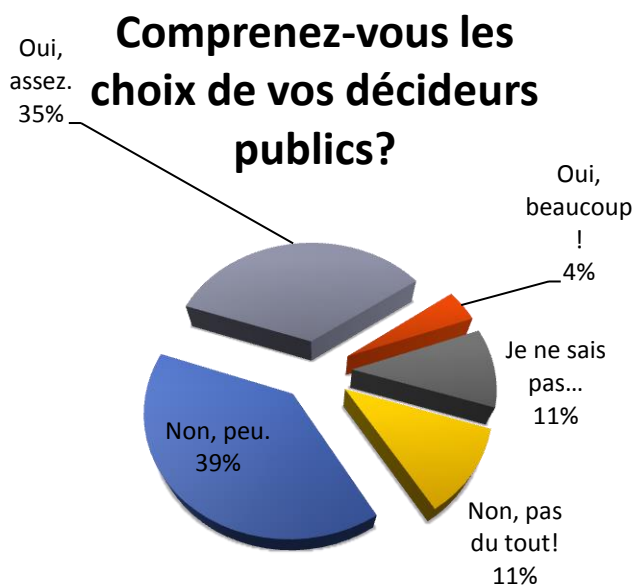
De manière similaire à la question de la confiance, nous avons interrogé la perception par les jeunes de la compréhension de leurs codes et langages par les décideurs publics. Les résultats de cette question ne font que corroborer les résultats précédents avec un pourcentage **de 70 % des répondants estimant ne pas être compris**, dont 20% ne pas du tout être compris.

Il est à noter que, sur les questions de perception par les jeunes de la confiance et de la compréhension portée sur eux par les décideurs publics, on observe une diminution du nombre de personnes n'ayant pas d'opinion sur la question de la compréhension. En effet, alors que 41% des personnes interrogées estimaient ne

Estimez vous être compris par vos représentants?



pas savoir si les décideurs publics ont ou pas confiance en elles, 17% affirme la même chose quand à la compréhension des jeunes par les décideurs publics.

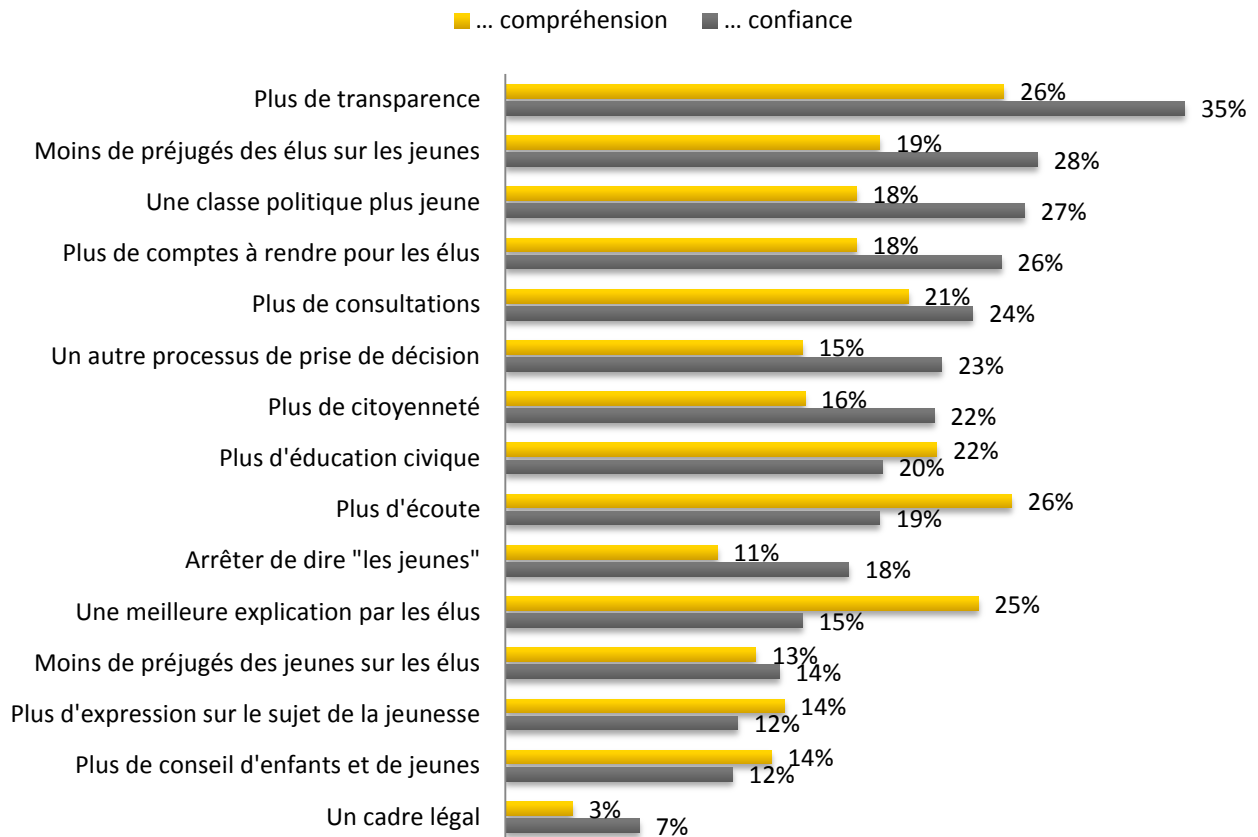


Concernant le fond des décisions politiques prises à tous les niveaux, les résultats sont plus contrastés. Ainsi **39% des répondants ne comprennent que peu les choix** faits tandis qu'ils sont de l'ordre de 35% à estimer les comprendre assez. Ce qui prouve que dès lors que l'on interroge le fond, **les jeunes ne représentent pas un bloc monolithique** et prouvent qu'ils peuvent avoir des réflexions diverses tout en étant d'accord sur leur ressenti en terme de confiance et compréhension.

Un croisement des données entre les questions concernant la compréhension du langage et des codes et la compréhension des choix ne donne

aucun résultat probant quant à une corrélation entre la compréhension du langage et l'approbation des choix politiques. L'échantillon est trop réduit pour en tirer des conclusions définitives et la proportion de personnes estimant ne pas comprendre le langage et le code des décideurs publics est trop faible pour être exploitable, mais en ce qui concerne ceux qui estiment comprendre le langage et les codes nous n'observons pas pour autant une plus ou moins grande compréhension des choix.

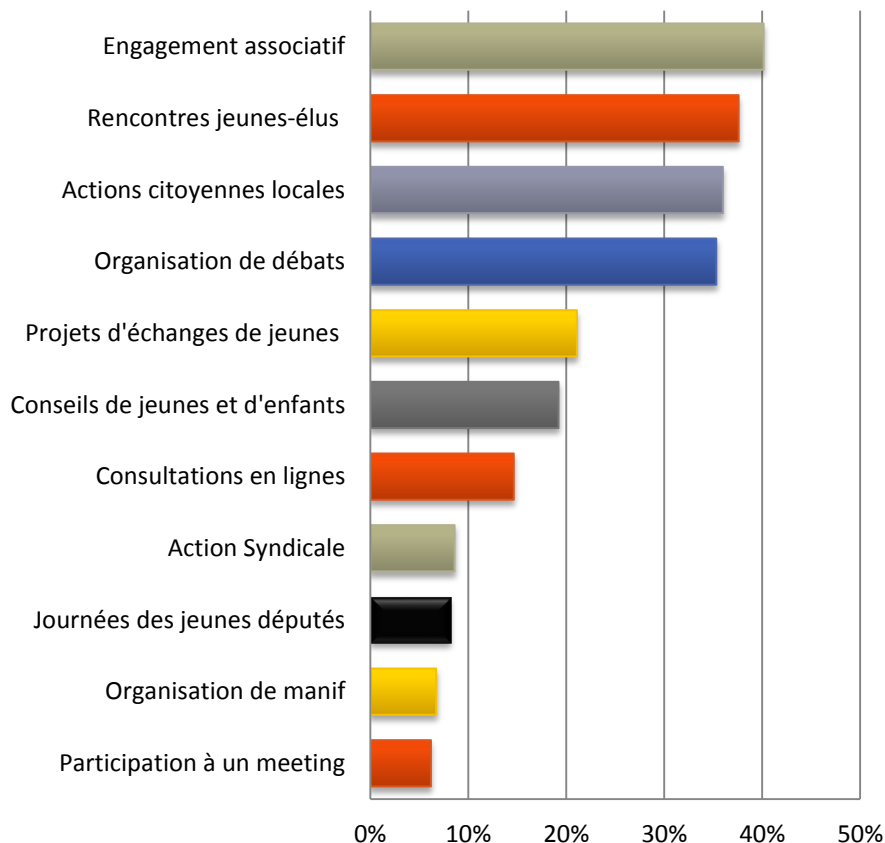
Les conditions pour une plus grande ...



Quand on les sollicite les répondants sur les conditions pour une plus grande compréhension et une plus grande confiance entre jeunes et décideurs publics on obtient les réponses présentées dans le graphique ci-dessus. Qu'il s'agisse de confiance ou de compréhension **la question de la transparence arrive en tête des conditions posées** par les répondants. Elle est à mettre en perspective avec les questions précédentes sur la confiance et la compréhension.

En ce qui concerne la question des préjugés, on observe que pour les jeunes-répondants il est plus question de changer les préjugés des élus sur les jeunes que ceux des jeunes sur les élus. Il serait intéressant de mener une enquête similaire auprès d'élus.

Quelles activités permettent le mieux d'instaurer confiance et compréhension?



A la question « quelles activités permettent le mieux d'instaurer confiance et compréhension entre jeunes et décideurs publics ? » On observe une prédominance nette de 2 types d'action : **l'engagement local sur des actions citoyennes** d'une part et **les rencontres physiques d'autre part**. Ces deux propositions ont reçu l'adhésion d'entre 30 et 40% des répondants pour chacune d'entre elles.

A l'inverse les **actions symboliques** (journée des jeunes députés, ou élus) et « **violentes** » (Manifestations) ne remporte **que très peu d'adhésion** (moins de 10%) signifiant non pas un désintérêt pour ces formes de participation mais en tout établissant qu'elles ne représentent pas aux yeux des jeunes des activités de nature à instaurer confiance et compréhension.

En ce qui concerne les contributions rédigées par les participants, nous avons reçu un total de 188 réponses sur cette thématique. Une fois de plus, un très grand nombre de participants estiment que **la principale condition d'une meilleure confiance entre élus et citoyens réside dans une plus grande moralisation de la vie publique**. Les mots les plus utilisés pour décrire l'ensemble des décideurs publics sont « castes », « privilèges », « pouvoirs », « langue de bois », ... etc.

Exemple de contribution :

Que les décideurs publics agissent avec authenticité dans le but du bien commun et non pas dans leur soif de pouvoir et de reconnaissance

Exemple de contribution :

Appliquer les idées et promesses existantes: non cumul des mandats, mise en place d'un réel conseil national de la jeunesse, co-décideur sur les questions de jeunesse comme au conseil de l'Europe et de même dans toutes les collectivités.

Afin de remédier à ce problème un très grand nombre de répondants préconise un changement radical dans la manière de faire de la politique au niveau national. Ainsi arrivent des propositions qui sont dans le débat public français : **limite d'âge, non-cumul des mandats, clause d'impact jeunesse dans chaque projet législatif, décentralisation, ...** certaines propositions sont plutôt neuves : **pondération des voix selon l'âge, budget participatifs**, voire même interdiction de se présenter à une élection en cas de non-respect des promesses électorales.

Exemple de contribution :

Il faudrait que les décideurs politiques intègrent d'eux mêmes que les jeunes sont aussi capables que les moins jeunes. Certes, nous avons moins d'expérience que des cinquantenaires, mais nous avons aussi moins de chaînes et de préjugés sur les sujets. Nous avons encore l'imagination et la naïveté de croire que nous pouvons changer le monde, et non de devoir vivre dans un monde immuable. Il faudrait donc que chaque liste candidate à une élection ait une moyenne d'âge imposée (35 ans par exemple).

Exemple de contribution :

Décentraliser la France. Car si les "jeunes" parisiens n'ont pas trop de problèmes pour cerner dans quel monde politique ils vivent, les "provinciaux" sont complètement hors jeu, mis à l'écart. Il n'y a aucune égalité des chances entre Paris et le reste.

Une partie non négligeable des jeunes ayant répondu à cette consultation estime qu'une justice sanctionnant plus sévèrement des responsables politiques ayant des conflits d'intérêts ou une responsabilité dans des actes illégaux permettrait d'éviter ce type de comportements et ainsi de restaurer une certaine forme de confiance.

Les répondants sont divisés concernant leurs approches des liens entre jeunes et décideurs publics, notamment sur la question **de la place des organisations de jeunesse et des conseils d'enfants et de jeunes**. Une partie des répondants demande à ce que ce type de pratiques soit encouragé, financé, que les conseils de jeunes et les associations de jeunesse **soient associés à la décision et non plus consultés**. Un autre type de contribution estime que les associations de Jeunesse et d'Education Populaire, ainsi que les conseils de jeunes, ne sont

Exemple de contribution :

Être sûr qu'un homme politique qui commet un acte illégal soit jugé de la même manière qu'un jeune qui aurait commis un acte illégal. Que les hommes politiques cessent de se croire meilleurs que les autres.

Exemple de contribution :

Il faut plus de conseils de jeunes, que ceux-ci soit plus qu'une force de proposition et de consultation mais une collectivité dont la parole est égale à celle des décideurs publics.

que **des instruments de contrôle social** qui permettent d'occuper les citoyens ou de dissoudre leurs idées afin de simuler une participation active. Ces mêmes contributions estiment que **la place des jeunes est dans les instances officielles** et non pas dans des instances spécifiques et parallèles.

Exemple de contribution :

La fin des conseils de jeunes, ce que vous appelez "les jeunes" doivent être pleinement investis dans les conseils officiels des instances publiques. Ces conseils ne servent à rien, et servent d'alibi aux instances officielles.

De manière plus simple et concrète, les répondants estiment qu'il serait nécessaire de **changer l'image des jeunes dans les médias** pour faire en sorte d'améliorer les relations entre jeunes et décideurs publics. Ils partent du principe que les jeunes sont souvent enfermés dans un rôle contestataire, immature, ingérable voire nuisible à la société et qu'un changement leur permettrait d'intéresser les décideurs publics par **leur énergie créatrice et leur force d'innovation plus que pour des raisons sécuritaires**. Une fois de plus il est intéressant d'observer que ces contributions concernent exclusivement l'image des jeunes auprès des décideurs publics et que les jeunes ne s'intéressent pas à l'effet inverse. Pour être complète cette consultation devrait interroger des décideurs qui pourraient souhaiter que l'on valorise leur travail, au détriment des affaires judiciaires dans lesquelles une minorité est impliquée.

Exemple de contribution :

Inviter plus de jeunes de la société civile et des organisations de jeunesse sur les radios et émissions TV pour débattre sur des sujets de société.

Exemple de contribution :

Il ne doit plus avoir d'un côté des "jeunes" et de l'autre des "décideurs publics". Si il peut y avoir des jeunes décideurs publics... Autre chose : donner plus de pouvoir aux instances dites de "démocratie locale" ou "démocratie participative" qui aujourd'hui ne sont que des instances de consultation. On pourrait leur donner davantage d'autonomie

Une autre condition nécessaire, selon nos contributeurs, serait d'observer **un changement dans les postures, qu'elles soient politiques** (Un focus mis sur l'économie et la croissance au détriment du vivre ensemble, ...), **représentatives** (Se

considérer comme décideurs et non pas élu, prendre en compte trop ou pas assez la société civile, ...), ou encore **langagières** (Langage trop complexe, langue de bois, ...).

Exemple de contribution :

une transparence plus accrue, et surtout un changement de langage. Les élus ont tendance à complexifier leurs discours et ainsi exclure de la compréhension du monde politique certaines "classes sociales"

Afin de réussir ce changement de posture les contributions mentionnent une utilisation accrue **des moyens offerts par les Nouvelles Technologies** de l'Information et de la Communication, mais surtout **les rencontres physiques** dans une démarche d'éducation populaire. Par exemple, certains proposent que chaque année, à l'instar des stages en entreprise pour les classes de 3èmes, une semaine entière de cours soit banalisée pour une tranche d'âge et dédiée à la mise en place d'un moment symbolique d'entrée dans la citoyenneté impliquant des jeunes, des élus, des associations de Jeunesse et d'Education Populaire et les établissements scolaires.

Exemple de contribution :

La "mise-à-nue" de nos élus, le temps d'une journée, d'une semaine banalisée pour la rencontre dans les établissements scolaires secondaires, avec des temps de débats mais également de jeux interactifs autour des responsabilités d'un élu, de valorisation des actions en cours et mises en places concrètement. Ces journées seraient préparés par des acteurs des mouvements de l'éducation populaire pour préparer le terrain. Sans protocole, sans caméras, du vrai, de l'authentique, des discussions. Et une sévère chasse contre tout ce qui décredibilise l'action des politiques: les affaires de corruption, de conflits d'intérêts,...

Exemple de contribution :

Les décideurs publics doivent comprendre que le monde a changé et qu'il ne suffit pas d'être sur Facebook pour attirer les jeunes. Il ne faut pas confondre jeunesse et jeunisme, comme il ne faut pas confondre modernité et mise à sac des institutions. Je pense que les élus devraient arrêter de voir les JEUNES comme des étudiants ou des chômeurs, en dépendance, mais aussi comme des acteurs ACTIFS de la société civile. Il faut arrêter de penser que les jeunes ne peuvent exercer QUE des METIERS DE JEUNES (animateur, apprenti artisan...). Il y a des jeunes médecins, experts comptables, avocats, designers et ceux jeunes là aussi, bâtissent le monde de demain. Ce sont eux qu'il faut écouter en priorité... mais encore faut-il pour cela que les élus "de profession" acceptent de se confronter à des interlocuteurs qui n'attendent rien à eux et ne sont pas EN DEMANDE. Il faut renverser le rapport "élu = pouvant / administré = nécessitant" car le monde de demain ne pourra plus se satisfaire de représentants qui n'ont jamais connu les réalités de la société qu'ils aspirent à commenter, façonner et, bien entendu, diriger.

Que peut-on en conclure ?

La confiance et la compréhension ne peuvent pas se décréter, mais se construisent. Cela passe par un travail de déconstruction des représentations médiatiques tant des jeunes que des décideurs publics.

Le manque de « pouvoir » attribué aux formes instituées de démocratie participative déclenche une certaine méfiance de la part des jeunes français pour ces modalités de participation.

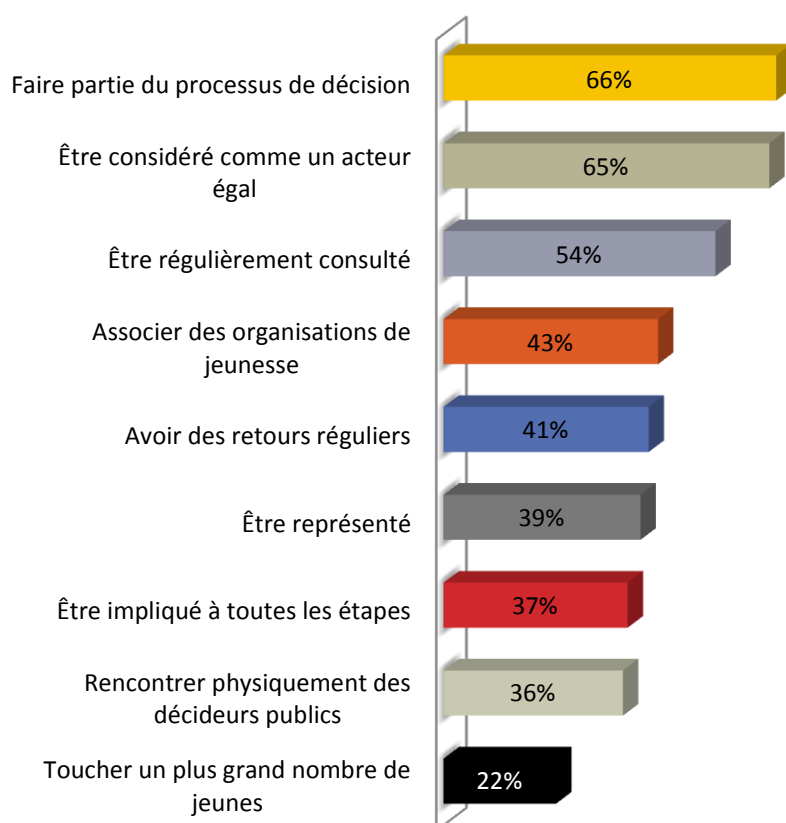
Cette confiance et cette compréhension ne peuvent être établis que par un réel travail éloigné des « grandes messes » et des symboles mais centré sur des objets concrets. Les nouvelles formes d'engagement ne supplantent pour autant pas les rencontres physiques dans l'établissement d'une forme de confiance et de compréhension.

IMPLICATION DES JEUNES DANS LES PROCESSUS DE DECISION PUBLIQUE :

Le chapitre « **implication des jeunes dans les processus de décision publique** » visait à obtenir une idée plus précise de la manière dont les jeunes-répondants envisagent leur participation tant dans la forme que sur le fond. Il fait sens au regard de la question « **De quelle manière les jeunes et les organisations de jeunesse peuvent-ils être pleinement impliqués dans la construction de politiques avec les décideurs publics?** »

Nous avons tout d'abord voulu développer une acceptation générale du terme avec la question « Que veut dire être pleinement impliqué ? ». Il s'agissait d'une question fermée à choix multiple sur la base de propositions travaillées en commission avec des jeunes et membres d'associations.

Que veut dire être pleinement impliqué



Un des enseignements que l'on peut tirer de cette interrogation est la faible occurrence de la proposition « **toucher un plus grand nombre de jeunes** » - 22% des répondants. Les répondants s'attachent plus aux **aspects qualitatifs de l'implication** avec en tête les propositions « faire partie du processus de décision » et « être considéré comme un acteur égal ».

On notera également une prédominance des propositions permettant **de travailler sur le long terme** (Faire partie d'un processus, être régulièrement consulté, avoir des retours réguliers).

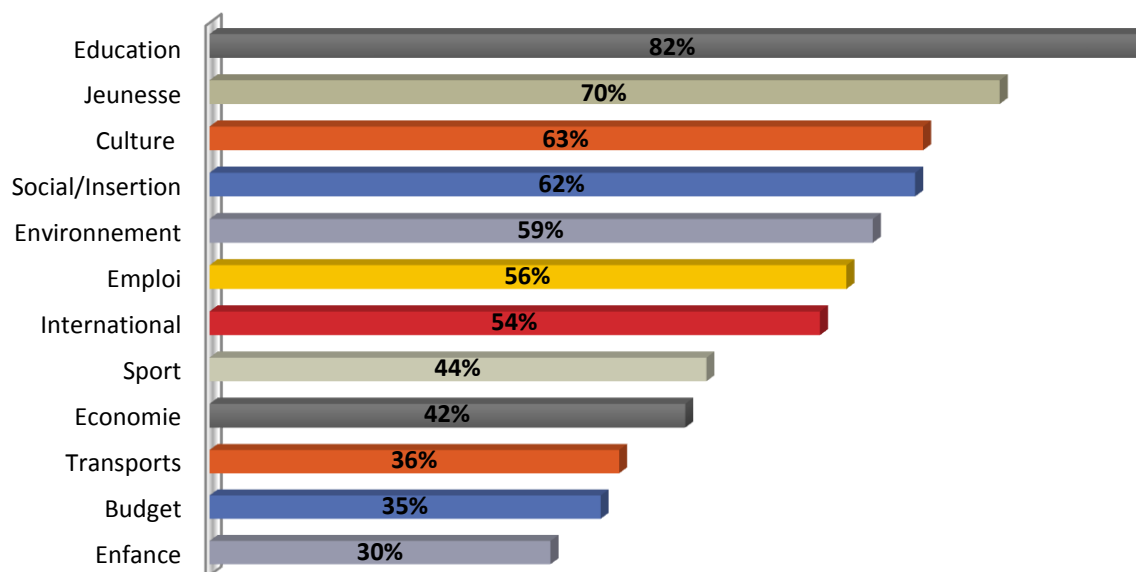
Il est à noter également la place particulière des organisations de jeunesse. **43% des personnes** ayant répondu à cette question estiment **qu'associer les organisations de jeunesse leur permet de se sentir impliqué**. Cette donnée est à analyser à la lumière du fait que 64% des personnes interrogées affirment faire partie d'une organisation de jeunesse. En d'autres termes **66%**

des personnes affirmant faire partie d'une organisation de jeunesse estiment être impliquées lorsque cette organisation de jeunesse les représente.

En ce qui **concerne les domaines dans lesquels les répondants souhaitent être le plus impliqué** on observe une légère prédominance des questions touchant directement les jeunes (**Education, jeunesse**), avec un avantage très net sur les questions d'éducation.

Arrive dans un second ordre de préoccupations : **les politiques de l'emploi, de l'environnement et du social**. Ce sont des sujets touchant particulièrement les jeunes soit aujourd'hui soit demain. Enfin, à l'exception des politiques de l'enfance qui, visiblement, ne remporte pas un intérêt flagrant de la part des jeunes, viennent des politiques plus compliquées techniquement, ou tout du moins, perçues comme telles : budget, économie, transports.

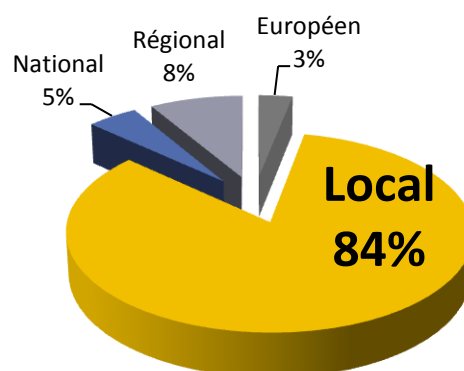
Dans quels domaines souhaiteriez vous le plus être impliqué?



En ce qui concerne les espaces d'investissement, c'est sans surprise **l'échelon local** qui est **plébiscité** comme espace le plus « facile d'accès ». Pour autant, la multiplicité des pratiques locales rends plus difficile une participation à grande échelle et une intelligibilité des actions.

Ce chiffre est toutefois à relativiser avec ainsi 16% des jeunes qui estiment que le niveau régional, national ou européen est un espace d'engagement accessible. Nous émettons l'hypothèse qu'il s'agisse de personnes ayant une meilleure compréhension et connaissance des modes de prises de décision et des institutions.

A quel niveau est-il le plus facile de s'investir?

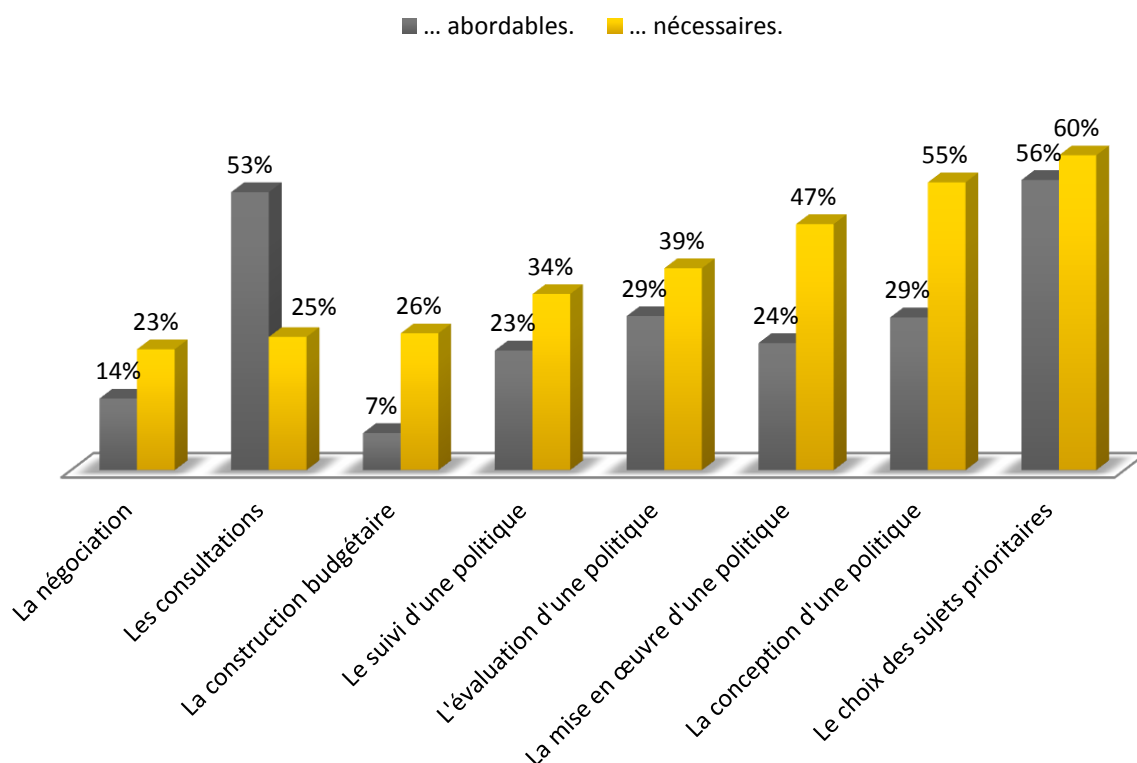


En ce qui concerne **les étapes d'une prise de décision** nous avons voulu comparer la **perception des jeunes de leur accessibilité et de leur nécessité**, c'est ce que présente l'histogramme ci-dessous. Ainsi, plus un écart entre 2 colonnes

est important, plus il y a un décalage entre la représentation de l'accessibilité et celle de la nécessité d'un investissement de la jeunesse sur ces étapes.

Par exemple, alors que 53% des personnes estiment facile de s'investir dans une consultation (première proposition en termes d'occurrence sur la facilité d'engagement), cette proposition arrive avant dernière en termes de nécessité (25%).

Quelles sont les étapes d'une prise de décision les plus ...



A l'opposé nous pouvons observer que des sujets **comme la conception d'une politique** sont jugés **peu abordable** mais **pour autant nécessaire** à être travaillé en lien avec les citoyens. Enfin, une convergence des 2 aspects sur des propositions telles que « le choix des sujets prioritaires » qui sont considérés comme nécessaires et facilement abordables.

Dans une approche plus qualitative, les contributions apportées sont une fois de plus très variées. Elles sont au nombre de 144 sur cette thématique et permettent d'éclairer les réponses apportées, mais aussi d'observer où se situent les lignes de fractures.

Tout d'abord, plusieurs personnes émettent sur l'idée qu'il y a **des présupposés à la participation politique**. Qu'ils soient **éducatifs** ou **socio-économiques**, l'idée est la même : on ne peut pas

Exemple de contribution :

Il faut leur donner les moyens de s'impliquer dans cette construction. Jeunes, étudiants, sans emploi, ou actifs, il n'est pas simple de s'impliquer dans la construction des politiques publiques quand cette implication est strictement bénévole. Avoir les bonnes idées et contribuer à l'élaboration de politique jeunesse c'est bien, avoir à manger dans l'assiette c'est mieux. Il existe un statut de l' élu, élaboré à une époque très différente de celle que nous connaissons. A l'heure de la démocratie participative, il faudrait peut être développer un statut du citoyen engagé.

penser à changer le monde lorsque l'on a faim ou d'autres préoccupations. Ainsi, ces personnes proposent donc de d'abord songer à régler de manière efficace les problèmes sociaux, d'éduquer les personnes, et qu'ainsi la participation politique devrait découler d'elle-même.

Exemple de contribution :

Ecouter Etre mis sur un pied d'égalité Arrêter de nous discriminer (vous comprendrez quand vous serez grand) Ne pas se servir des organisations de jeunesse comme d'un argument (ils ont été consulté hein... ; les jeunes nous soutiennent !) Ne pas nous utiliser quand on en a besoin et nous jeter sur d'autres sujets...

De la même manière que sur les conditions nécessaire de la confiance et de la compréhension il existe une forte opposition sur le sujet **de la démocratie représentative**. Alors qu'une partie des répondants souhaite la développer et lui **donner les moyens de fonctionner** en renforçant les capacités et le pouvoir d'actions des représentants, ou en appelant à la présence de plus de jeunes dans les instances décisionnelles, une autre partie appelle à faire **cesser les principes d'une démocratie représentative viciée**. Le parallèle avec le dialogue social / syndical est très souvent repris pour avancer ces arguments.

Pour faire écho à ce sujet, 2 questions ont été largement soulevées, celles de la place des associations de Jeunesse et d'Education Populaire et celle des Conseils d'Enfants et de Jeunes.

Exemple de contribution :

en ce qui concerne les politiques décentralisées: associer systématiquement des conseils municipaux des jeunes à la prise de décision pour des sujets définis. En ce qui concerne les politiques nationales: associer systématiquement des représentants de ces conseils au développement des politiques par consultations et négociations.

Une importante majorité des personnes ayant contribué sur ce sujet salue **leur rôle en tant que médiateurs** et estime qu'ils devraient être dotés de moyens supplémentaires, ainsi que d'un rôle qui leur permette de dépasser la concertation pour se mettre dans une dynamique de co-construction ou de co-décision de l'action publique et ce à tous les niveaux. Plusieurs contributions appellent à ce que ce fonctionnement puisse être développé à tous niveaux, voire même inscrit dans la loi comme une contrainte : « Associer la société civile à toute décision ».

Cependant, une fois de plus leur rôle ne fait pas l'unanimité plusieurs personnes considérant les associations de jeunesse

et les formes institutionnalisées de participation des jeunes (tels que les conseils) **comme des lieux de reproduction des défaillances de la démocratie représentative**.

En ce qui concerne les méthodes à utiliser pour travailler à l'implication des jeunes, nous pouvons mentionner plusieurs contributions mettant en garde **contre une sectorisation de**

Exemple de contribution :

Il faudrait favoriser le développement d'associations professionnelles jeunes. Elles existent mais sont encore trop souvent l'argument "modernité" de corporations vieillissantes. Il faut accepter l'idée que les jeunes soient formés et compétents pour développer, implémenter et monitorer des politiques publiques. Mon idée : Remettre en question la structure de la représentation syndicale, organiser des élections "libres" au sein des entreprises en favorisant l'implication des jeunes. Cela implique une modification profonde des consciences (notamment dans les services), les représentants syndicaux étant perçus comme des ennemis. Avec des jeunes de plus en plus présents sur la scène décisionnelle, leur implication dans les dossiers de jeunesse n'en sera que facilitée.

Exemple de contribution :

Rendre les associations décisionnaires dans l'élaboration des politiques jeunesse et ne pas se contenter de consultation. Valoriser la place des jeunes au sein des instances de directions des associations de jeunesse

Exemple de contribution :

Ne pas sectoriser (comme le fait indirectement ce questionnaire) les secteurs de consultation de la jeunesse; Voir la jeunesse comme une capacité "pro-active, visionnaire" sur toutes les thématiques. Pleinement investis : mise en place de quota (la place des femmes dans les CM est passé par un système de quota obligatoire, les résultats sont là ...)

l'implication des jeunes qui les ferait fuir ! Le présupposé est que rassembler des jeunes uniquement pour parler des questions de jeunesse ne favoriserait pas l'engagement citoyen dans la société et marginaliserait encore un peu plus les décisions prises en concertation avec les jeunes.

Ceci étant dit, c'est la **décision** qui revient l'organisation de simples postures, du sujet, des **modalités et de la place doit être transparent et**

Exemple de contribution :

La création de micro budget est une bonne idée. Attribuer une partie du budget local à des actions/ politiques, construites et coordonnées par le public/ les administrés qui oeuvrent ensemble à les mettre en place.

Exemple de contribution :

Il faudrait :

- Que ça serve à quelque chose (donc qu'il y ait une structure complètement différente)
- Que ce soit un projet qui soit du long terme, comme le devrait être toute politique : pas chercher à changer ce qui a pu me déplaire pendant ma jeunesse, mais concevoir un réel modèle d'émancipation de la jeunesse.
- Que ça ne soit des petits projets pour décorer qu'on jette tous les ans pour que des jeunes "cherchent" qch et refassent la même chose. Arrêter de prendre les jeunes pour des débiles et leur donner un exercice à visée pédagogique uniquement.

question du **processus de prise de** régulièrement. Au-delà de événements, de questions de acteurs, se pose la question des **des jeunes dans un processus qui établi.**

Les répondants insistent sur la nécessité de retravailler ce processus en lien avec les citoyens et la société civile, au-delà de l'exercice pédagogique de l'éducation à la participation des jeunes.

Ces personnes proposent donc de re-réfléchir à **l'organisation de ce processus** du diagnostic d'une situation à l'évaluation d'une politique mise en place en passant par une phase de consultation, de construction, de budgétisation et de mise en place.

Plusieurs personnes

renovation des politiques de jeunesse basée sur une remise à plat de celles actuelles via des états généraux visant notamment à travailler le processus mentionné plus haut mais également à travailler sur des enjeux globaux de sociétés. Ces mêmes personnes insistent sur le fait que des assises ou **états-généraux de la**

proposent également une

Exemple de contribution :

Proposer une révision des politiques sociales existantes conçues dans les années 70 qui privilégiaient les personnes âgées (minimum vieillesse, APA, retraites) en menant des concertations sur des sujets qui touchent les jeunes -, emploi, logement, santé, autonomie- et apporter des pistes de réponses aux politiques (députés ou sénateurs - cela nécessite une rencontre entre structure de jeunesse et politique).

jeunesse doivent être globaux et prendre en compte tous les acteurs concernés.

Que peut-on en conclure ?

Pour nos répondants, c'est l'ensemble du processus qui amène à une prise de décision qui est à revoir, clarifier

et pour lequel il est nécessaire d'expliciter en quoi les jeunes ont un rôle à jouer. La transparence de ces processus est à renforcer.

Les jeunes estiment nécessaire de s'impliquer dans les étapes de définition des sujets prioritaires et dans la conception de politiques publique plus que dans une consultation.

Même si la sectorisation des politiques est régulièrement remise en cause, les jeunes sont plus sensibles à des sujets qui les concernent dans leur vie quotidienne (Education, jeunesse, culture). Ils devraient être plus pris en compte via des mécanismes les associant individuellement et via leurs organisations.

LA PLACE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSE DANS LE DIALOGUE ENTRE JEUNES ET DECIDEURS PUBLICS :

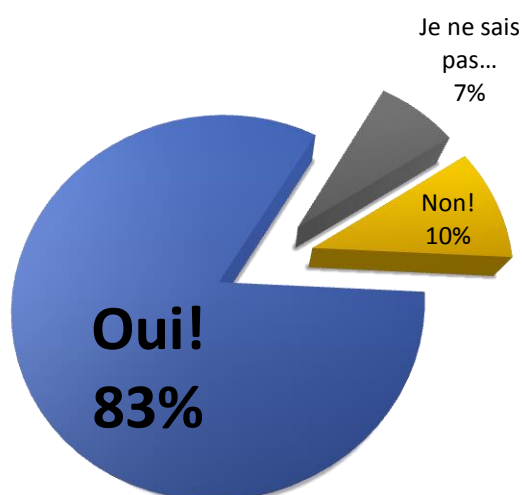
Le Dialogue Structuré, en tant que processus, **s'appuie sur la société civile** pour construire une parole citoyenne. Une des questions directrices du cadre européen de cette consultation porte spécifiquement sur la place des organisations de jeunesse dans les processus de décision, dans son rapport à la représentation des jeunes.

Nous précisons que **ce questionnaire a été diffusé via des organisations de jeunesse** et ne reflète donc pas la réalité de la société française sur cette question. Ainsi **64% des répondants affirment être membres d'une organisation de jeunesse**. Plusieurs d'entre eux mentionnent la ou les organisations dont ils sont membres.

Quelques précautions sont toutefois à prendre dans le traitement de ces données :

- Il ne s'agit que de déclaratif, ainsi les répondants ne souhaitant pas mentionner leur adhésion à un mouvement de jeunesse et/ou d'éducation populaire n'étaient pas obligé de renseigner ce champs.
- Plusieurs organisations sont des fédérations dont les différentes entités ne possèdent pas le même nom, c'est par exemple le cas d'Animafac ou de la FAGE qui rassemblent une grande quantité d'organisations locales mais avec des noms différents.
- Pour que des jeunes mentionnent leur appartenance à une association il faut que ce sentiment existe. Celui-ci dépend beaucoup de la nature de l'organisation concernée, par exemple un jeune hébergé dans un foyer de jeunes travailleurs de l'UNHAJ ne se sent pas forcément « faire partie de l'UNHAJ ».
- Il a été observé des effets de réseaux. Parfois l'engagement d'une ou deux personnes dans une association suffit à créer des résultats significatifs. Cela ne représente pas une réalité tangible au regard du nombre total de répondants.

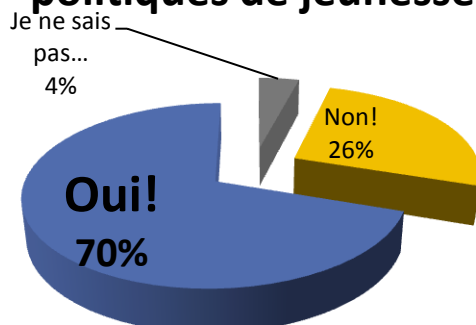
Votre organisation est-elle investie dans la construction des politiques de jeunesse?



Une très large majorité des répondants faisant partie d'une organisation sait que **son association est investie dans la construction des politiques de jeunesse**. Une hypothèse permettant d'expliquer ce résultat serait que les organisations ayant réellement fait circuler la consultation sont également celles qui sont investies sur ces questions.

L'autre hypothèse est **qu'une majeure partie des associations de jeunesse est effectivement investie** dans la construction des politiques de jeunesse. C'est en tout cas vrai pour une grande majorité des organisations mentionnées.

Avez vous déjà été investis dans la construction des politiques de jeunesse



question qui ont été le plus promptes à répondre à cette consultation. Le chiffre de 70% ne semblant pas réaliste quant au nombre de personnes effectivement investies dans la construction des politiques de jeunesse. Une fois encore ces résultats sont à analyser au regard de la perception qu'ont les répondants d'être effectivement impliqués dans la construction des politiques de jeunesse.

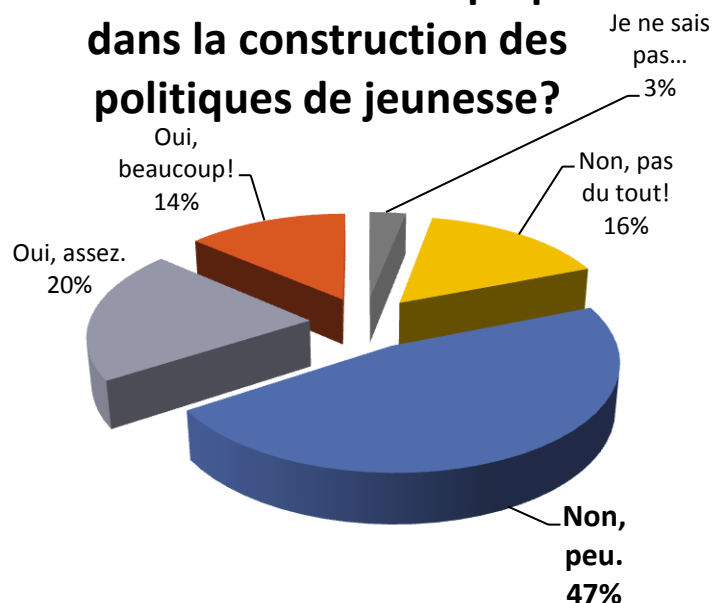
Même si 70% des personnes affirment avoir déjà été investies dans la construction des politiques de jeunesse, **seul 34% d'entre elles se sentent réellement impliquées** (dont seulement 14% beaucoup).

Une approche plus qualitative permet de dresser l'histogramme ci-dessus. Il montre **qu'une grande part des personnes ayant déjà été investies dans des activités de construction des politiques de jeunesse ne se sentent toute de même pas réellement investies** sur ces sujets (46% d'entre elles).

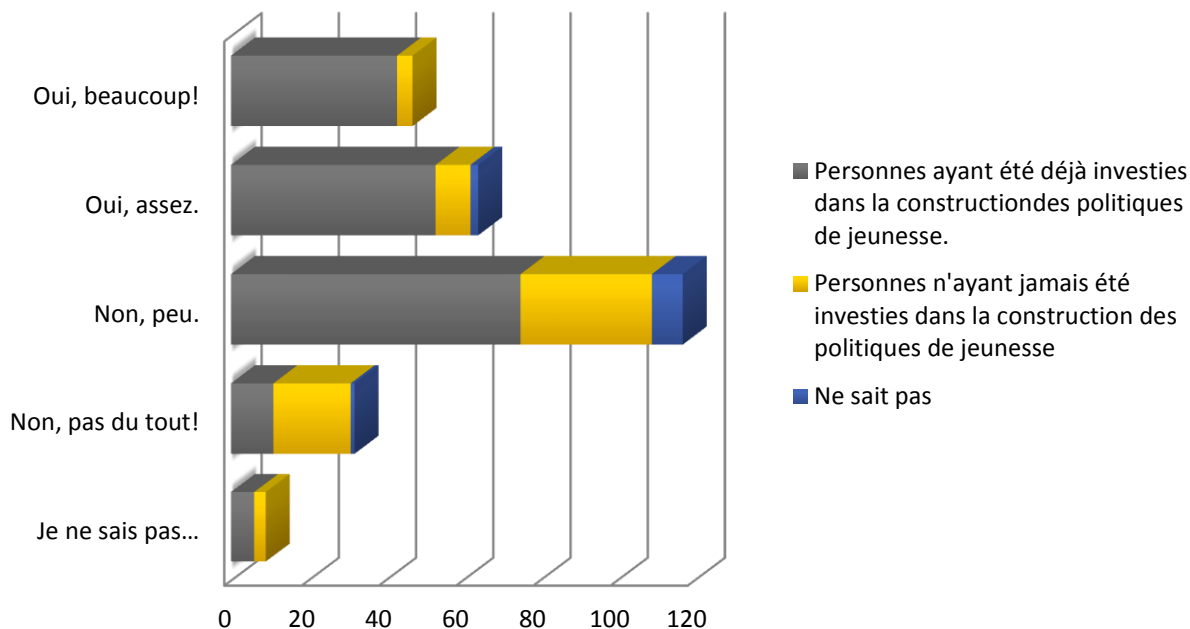
De la même manière nous avons posé la question de l'investissement personnel dans la construction des politiques de jeunesse.

On peut émettre l'hypothèse qu'au sein d'organisations déjà investies dans la construction des politiques de jeunesse ce sont les personnes déjà sensibilisées à la

Vous sentez-vous impliqué dans la construction des politiques de jeunesse?



Vous sentez vous investis dans la construction des politiques de jeunesse? (2)



Toutefois 51% des personnes ayant déjà pris part à une activité de construction des politiques jeunesse se sentent, elles, impliquées, dont 23% se sentent très impliquées.

Nous rappelons que ces données ne concernent que les jeunes ayant affirmé être membre d'une association de jeunesse et/ou d'éducation populaire.

En ce qui concerne les contributions ouvertes apportées par les participants, elles sont au nombre de 133 et concernent des sujets allant de **la place des jeunes à l'interne des organisations de jeunesse**, aux liens avec les **institutions politiques**, en passant par la question de **leurs moyens**, de **leur représentativité**, et surtout des **activités** qu'elles mettent en place.

Avant toute chose, plusieurs contributions posent en condition *sine qua non* la **reconnaissance des associations par les pouvoirs publics** et les citoyens en tant qu'acteurs de l'éducation au même titre que l'école ou l'enseignement supérieur. Mais cette reconnaissance ne vient pas que de l'extérieur, elle doit, pour nos

Exemple de contribution :

Qu'ils soient pris plus au sérieux et que l'on arrête d'oublier que l'éducation populaire est aussi essentielle à l'éducation d'un enfant que "l'éducation nationale" ... d'ailleurs les enfants devraient l'apprendre à l'école !

Exemple de contribution :

Monter des formations à destination des professionnelles et bénévoles des associations de jeunesse et d'éducation populaire afin qu'ils soient en mesure d'accompagner la participation politique des jeunes.

répondants, se gagner par plusieurs aspects :

-Une **réelle capacité des organisations de Jeunesse et d'Éducation Populaire à aborder ces sujets** à l'interne, dans leurs activités éducatives, dans leurs formations.

C'est-à-dire, avoir des personnes ressources, des formateurs compétents sur ces sujets et surtout une volonté politique de développer ces aspects dans leurs activités, évènements, instances.

-Un autre aspect de ces contributions est la **représentation des jeunes en interne des organisations de jeunesse**. Deux raisons sont exprimées : Les organisations pour être représentative se doivent d'inclure un nombre conséquent de jeunes dans leurs gouvernances et elles ont également un aspect pédagogique dans la formation de futurs leaders capable de prendre des décisions, de travailler en équipe et avec une connaissance fine de la société qui les entoure.

Exemple de contribution :

Accroître les coordinations entre des associations et des organisations de jeunesse pour rassembler et plus peser dans les débats d'actualité.

Exemple de contribution :

Renforcer la place des jeunes au sein des associations, notamment dans les instances dirigeantes. - accompagner la prise de responsabilités des jeunes. - permettre l'expérimentation des jeunes au sein des associations. - agir dans le milieu scolaire pour présenter les possibilités de participation des jeunes.

-Une capacité à **agir de manière concertée et unie** afin d'avoir plus de poids et surtout de représenter la jeunesse plus que les intérêts de chaque organisation. Les quelques participants mentionnant ces aspects plébiscitent pour cela le rôle des coordinations associatives.

-Un **positionnement clair et lisible du milieu associatif**, les participants font référence à une « peur » du milieu associatif d'effectuer des positionnements potentiellement clivant et/ou qui mettrait à mal leurs financements. Se pose également la question des associations « pluri politiques » et « apolitiques » pour lesquelles adopter un positionnement de ce type peut ne pas être un exercice facile ou évident.

Exemple de contribution :

Oser le plaidoyer, même pour les associations apolitiques, et défendre des idées fortes en terme de politiques jeunesse. Fédérer les associations et leurs membres autour de grandes causes (exemple de la campagne " va y avoir du taf)

Exemple de contribution :

plus de moyens financiers accordées aux associations agréées par l'Education nationale pour l'organisation d'ateliers dans les écoles

-**Des moyens supplémentaires** pour mener à bien leurs missions d'éducation populaire ou pour assurer une représentation efficace de la jeunesse de France. Un nombre très important de contributions font directement référence à la question des moyens dédiés au fonctionnement ou aux projets des associations JEP, qu'il s'agisse de moyens humains, financiers et/ou matériels.

Enfin, une fois ces conditions remplies, les répondants à la consultation envisagent comment traduire cette ambition en termes d'activités. Les propositions ne manquent pas : **Faire du service civique un vecteur d'émancipation politique, Favoriser la prise de responsabilités dans les structures éducatives, travailler à la formation des animateurs, organisation de débats publics, pousser à la mise en place de conseils d'enfants et de jeunes, se faire relais d'appels à manifester, lieux de débats, communiquer plus largement en général, avoir un temps symbolique d'entrée dans la citoyenneté (exemple de la JAPD utilisé) ...**

Exemple de contribution :

L'éducation, mazette ! Dès le plus jeune âge, impliquer les jeunes dans l'organisation et la décision de la vie du groupe. Même si ils n'en ressentent pas le besoin, où le voient comme un temps ennuyeux. L'éducation !

La question des relations entre associations de jeunesse et d'éducation populaire et éducation nationale (enseignement formel) revient à de nombreuses reprises, tout comme sur les sujets précédents.

Que peut-on en conclure ?

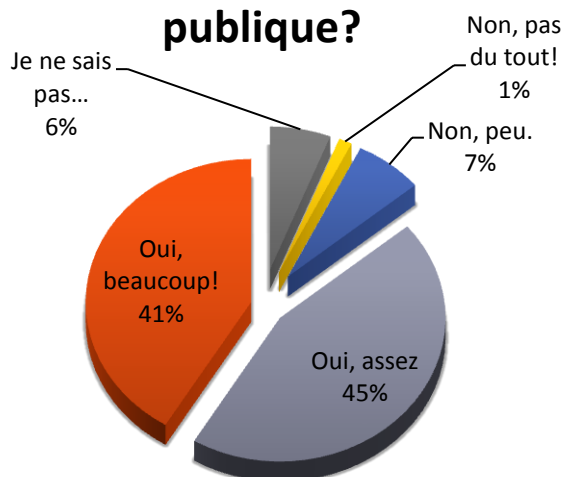
La place des organisations de jeunesse dans le processus de prise de décision publique ne peut être établie que par une convergence des politiques publiques et associatives sur ce thème.

Les associations de Jeunesse et d'Education Populaire doivent s'emparer plus fortement du sujet, notamment via leurs activités, avec leurs adhérents, leurs formations, leurs événements et leurs publications afin de favoriser le débat et contribuer à créer une véritable parole militante. Elles doivent également travailler à plus inclure les jeunes dans leur travail de coopération avec les autorités publiques.

Les décideurs publics, à tous niveaux, doivent reconnaître le rôle des organisations de jeunesse et d'éducation populaire et encourager leur participation dans la définition des processus de décision.

Le chapitre concernant les moyens sur l'implication des jeunes est construit avec un focus particulier sur l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans les pratiques de participation et d'implication des jeunes.

Souhaiteriez-vous être plus engagé dans l'action publique?



Après nous être enquis de l'expérience des répondants et de leur ressenti, **nous nous sommes intéressé à la volonté et aux moyens d'implication des jeunes.**

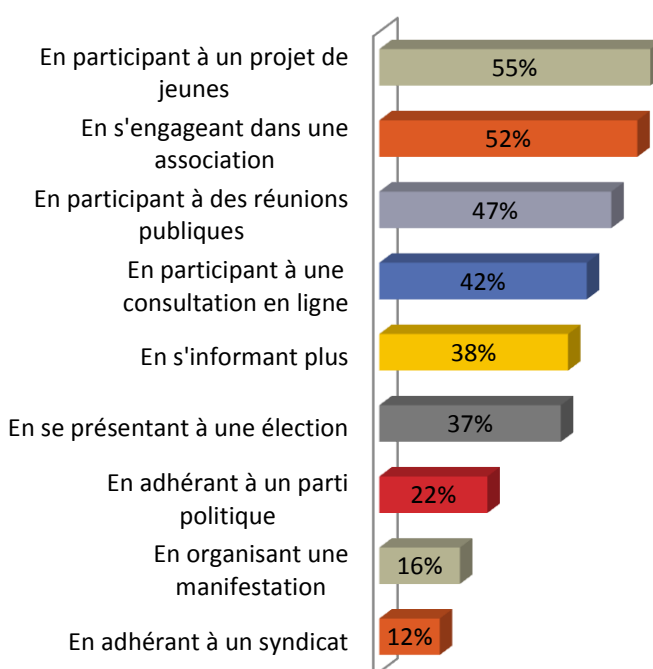
Une écrasante majorité des jeunes répondants **(86%) souhaiterait être plus engagées dans l'action publique**, mais les moyens d'engagement divergent par la suite.

Ainsi l'engagement associatif ou sur des projets de jeunes arrive en tête des solutions d'engagement des répondants avec respectivement 52% et 55%. Par contre en queue de classement arrivent des moyens pourtant généralement plus associés à l'engagement dans l'action publique, tels que l'adhésion à un parti politique (22%) et à un syndicat (12%) ou l'organisation d'une manifestation (16%).

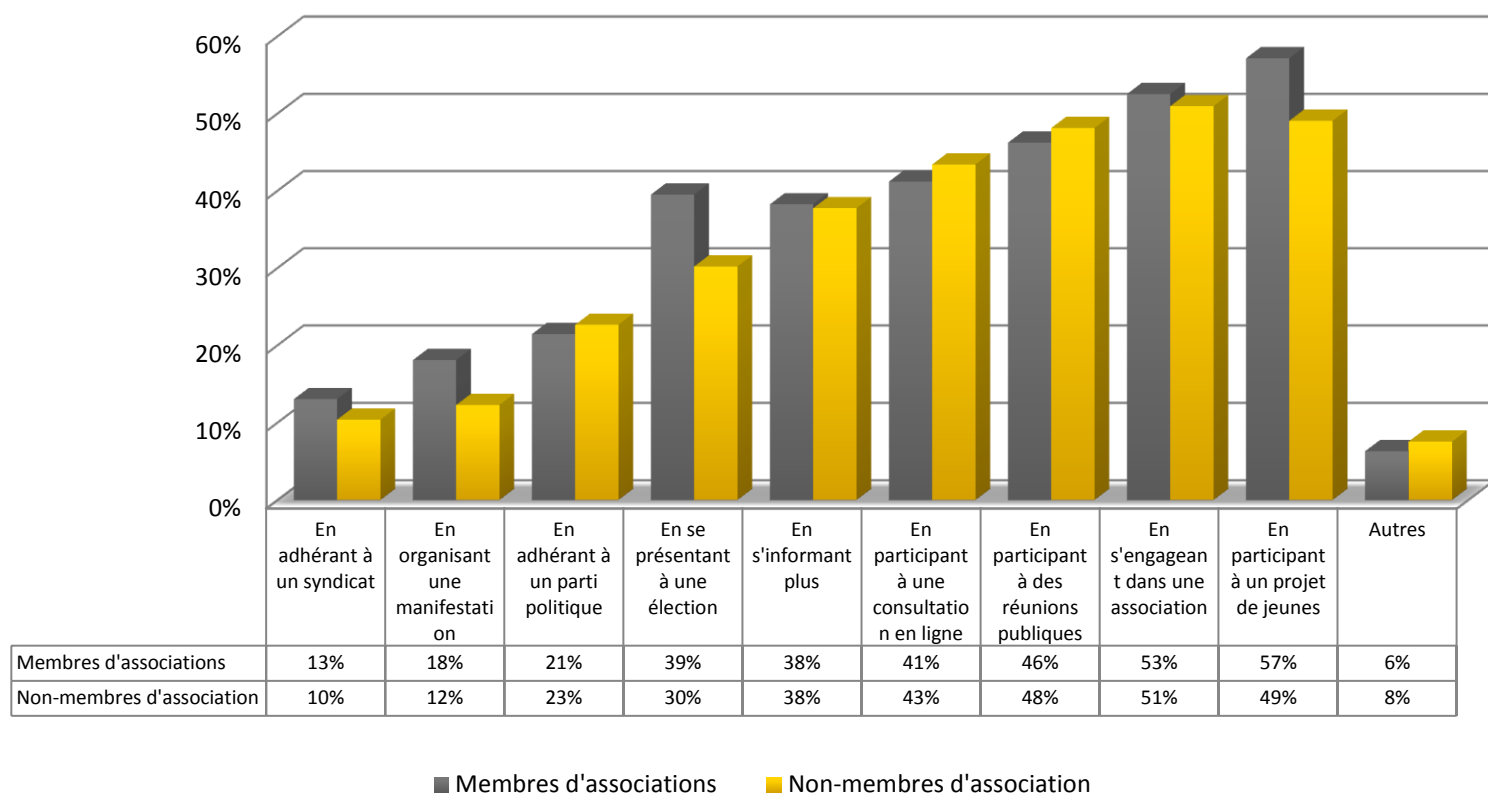
Ces observations confirment les propos tenus dans la première partie de la consultation. **Les jeunes ont une vision très large de l'engagement et de la participation politique** qui ne se résume pas uniquement aux formes traditionnelles et institutionnalisées de décision politique.

Si nous comparons (Cf histogramme ci-dessous) les modalités d'engagement mentionnées par les jeunes affirmant faire partie d'une association de jeunesse et ceux ne déclarant pas faire partie d'une organisation de jeunesse, nous n'observons pas de différence significative avec toutefois **une légère prévalence des jeunes faisant partie d'une association dans toutes les modalités d'engagement requérant des responsabilités.** Cependant cette tendance n'est réellement marquée que sur la proposition « en se présentant à une élection ».

Si oui, comment souhaiteriez vous être engagé?

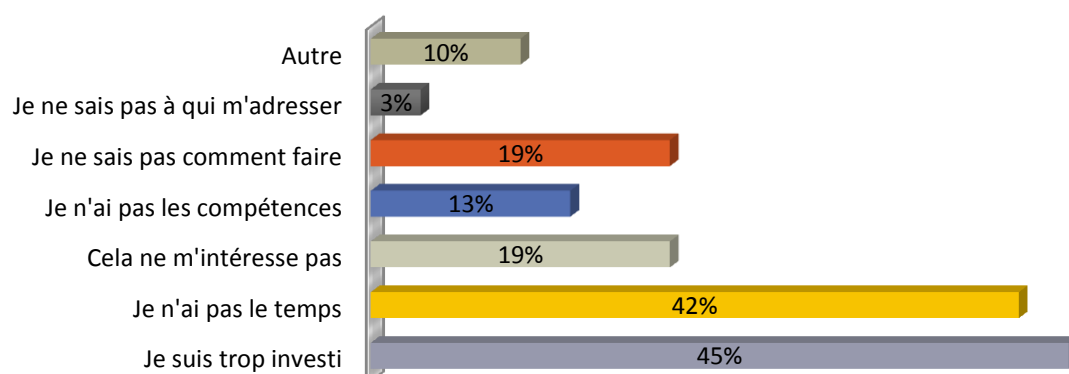


Comment souhaiteriez-vous être engagés?



En ce qui concerne les jeunes ne désirant pas s'investir dans l'action publique les raisons en sont multiples également. Néanmoins, le nombre de personnes ayant déclaré ne pas vouloir s'investir est trop faible pour que de véritables conclusions puissent être apportées.

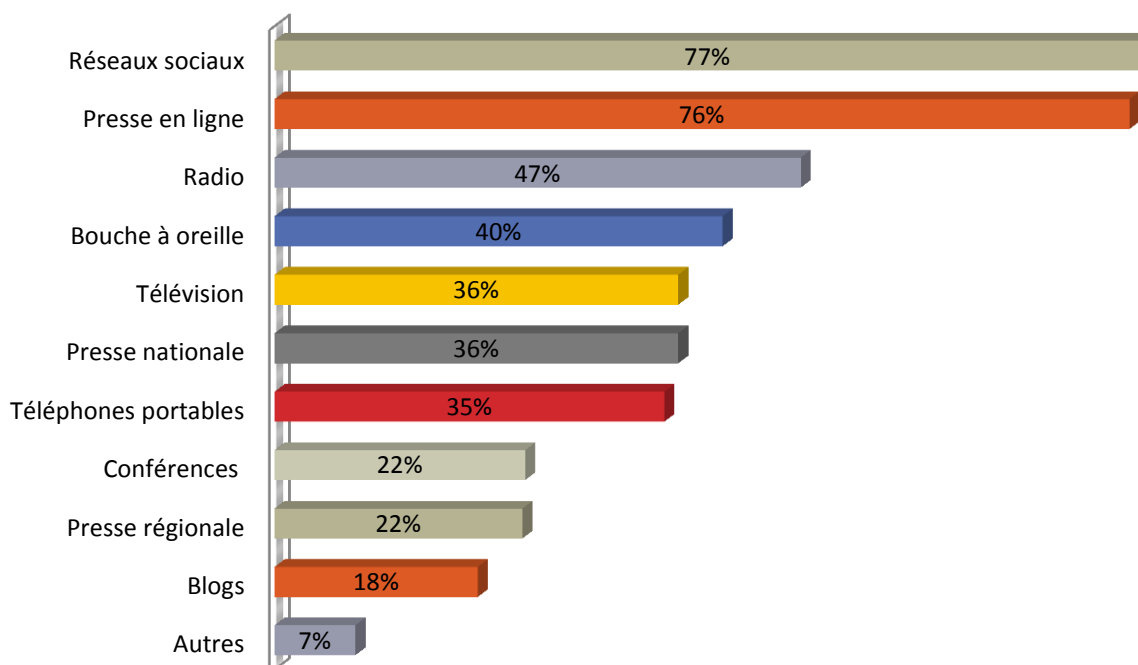
Quelles sont les raisons pour lesquelles vous ne souhaitez pas vous investir?



Nous avons posé aux jeunes répondants la question « quels sont vos moyens de communication favoris ». Nous sommes partis du postulat que tout engagement est précédé par une connaissance des enjeux qui y sont liés. Ainsi l'information à destination des jeunes permet de créer un intérêt pour les questions d'action publiques.

Confirmant toutes les enquêtes menées jusqu'à présent, **les moyens d'information en ligne prévalent largement** sur des moyens de communication plus traditionnels, même si la radio reste toujours en bonne place dans les pratiques d'information. On observe également que la presse régionale et les conférences, même si ces propositions sont plus faibles dans les choix des répondants, sont tout de même loin d'être négligeables.

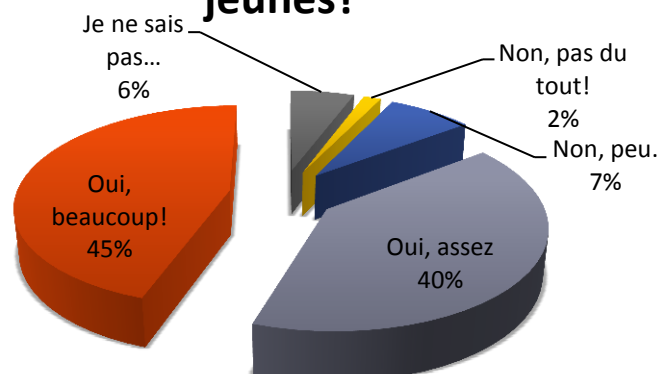
Quels sont les moyens d'information que vous utilisez le plus?



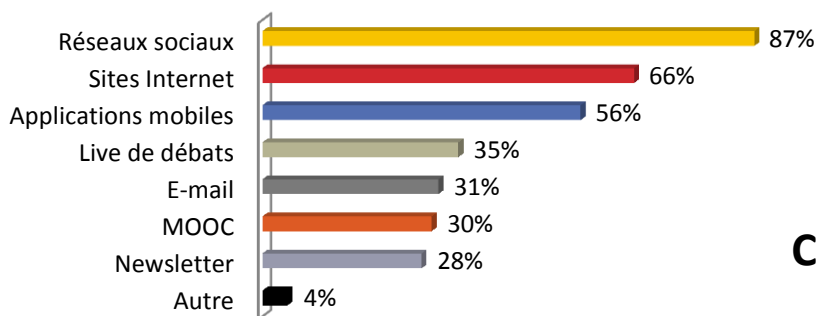
45% de personnes estimant que les nouvelles technologies peuvent « beaucoup » favoriser la participation des jeunes et 40% qui pensent qu'elles peuvent « assez » le faire.

Il faut toutefois prendre en compte 9% des personnes estimant que les NTICs ne doivent pas forcément être la solution miracle de la participation citoyennes. On peut émettre plusieurs hypothèses pour expliquer cela : protection des données, accessibilité, volonté de conserver des moyens plus classiques

Pensez vous que les nouvelles technologies puissent favoriser la participation des jeunes?



Avec quels outils pourrait-on favoriser la participation des jeunes?



Les outils moins participatifs sont moins sollicités tels que les mails, les MOOC, les Newsletter, assister à des live. On observe une nette tendance à utiliser les nouvelles technologies **non pas comme espace de promotion institutionnelle mais comme lieu de débat**, d'échange d'opinion.

Exemple de contribution :

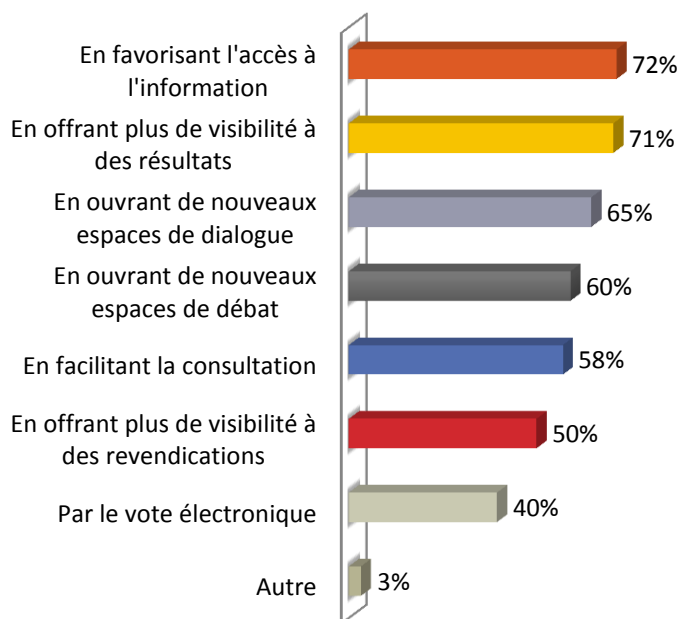
M-I-L-L-I-T-E-R ! Certes, il faut que l'Education Nationale fasse sa part du travail, pour que chaque jeune comprenne les enjeux de l'action publique et de la politique. Maintenant, il s'agit également à l'ensemble des organisations, qu'elles soient JEP, syndicales, politiques, d'être sur le terrain et de faire participer les jeunes, au même titre que n'importe quel autre citoyen, dans les discussions relatives aux politiques publiques. Ne reste plus qu'à trouver des organisations qui fassent effectivement passer l'intérêt général avant leur intérêt particulier, qui puissent aller discuter des sujets d'actualité sans prisme partisan, avec les avantages et inconvénients de chaque chose : mettons fin à l'endoctrinement de masse, militons pour ouvrir les esprits, et non les fermer sur une approche partisane.

Ils sont ainsi respectivement 65% et 60% à penser que les NTIC peuvent **offrir de nouveaux espaces de dialogue et de nouveaux espaces de débat**. Néanmoins, leur utilisation pour « favoriser l'accès à l'information » reste la proposition la plus choisie par les répondants (72%).

d'expression, gestion des trolls³ internet, anonymat, ...

Les personnes qui pensent que les nouvelles technologies peuvent favoriser la participation politique des jeunes sont **87% à estimer que les réseaux sociaux ont un rôle important à jouer**, tout comme l'animation de sites internet (66%)

Comment les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent-elles favoriser la participation des jeunes?



³ En argot Internet, un troll est un message (par exemple sur un forum) dont le caractère est susceptible de provoquer des polémiques, ou auquel on ne veut pas répondre et qu'on tente de discréditer en le nommant ainsi. Le mot *troll* peut également faire référence à un débat conflictuel dans son ensemble, soulevé dans cet objectif.

La proposition de généralisation du **vote électronique est la moins choisie**, mais rassemble tout de même 40% des répondants. Ce résultat fait sens au regard des craintes récurrente sur la sincérité des votes électroniques dans la société française, et par les tentatives internes de partis politiques.

Enfin, les répondants ont été amenés une dernière fois à apporter une contribution libre sur cette thématique. Etant la dernière, cette question a obtenue moins de réponses que les précédentes (121 réponses).

Plusieurs contributeurs ont apporté des éclairages sur les outils et/ou les modes d'implication des jeunes dans la décision publique. Beaucoup d'entre eux voient **l'éducation populaire** comme un moyen intéressant d'implication des jeunes pour peu que l'on reprenne les aspects développés plus haut. **L'école reste encore un outil** que les jeunes souhaiteraient voir plus développé pour travailler la participation politique des jeunes.

Cependant plusieurs contributions précises que « s'il y a de l'intérêt et de l'enjeu, les jeunes sont capables de se mobiliser » et que **le préalable à toute participation est la mise en responsabilité réelle et une considération à apporter.**

Sur la question spécifique des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication : Beaucoup de réponses confortent les résultats présentés ci-dessus ils sont une large part à identifier des modes d'utilisation d'internet et des applications mobiles pour favoriser la participation des jeunes.

Exemple de contribution :

Utiliser les plateformes en ligne déjà existantes ou en développer de nouvelles, plus adaptées, pour faciliter les sondages d'opinion et la consultation, pour mieux connaître les préoccupations des jeunes, leurs désirs, et les amener à s'impliquer même de façon lointaine en politique, mais aussi dans le cadre des votes électroniques pour des e-référendums ou encore des e-élections.

Exemple de contribution :

Organiser des sondages en ligne de manière régulière. En mettant en place des forums en ligne publiques

Pour nos contributeurs ces outils permettent **une réduction des coûts** de déplacement pour assurer le débat, de développement la capacité des organisations à faire intervenir **un nombre de jeunes plus importants**, augmenter la **transparence** dans les processus politiques, partager les **informations**, pouvoir apporter du **décryptage**. Un focus particulier est apporté au rôle facilitateur des nouvelles technologies dans les **consultations** de la jeunesse

Toutefois, même si ils sont nombreux à estimer que les nouvelles technologies peuvent aider au débat, ils sont également plusieurs à **alerter sur les difficultés et limites de ce type de participation**. Plusieurs idées sont avancées, tout d'abord celle qui voudrait que **les espaces physiques sont à reconquérir** en priorité. Ensuite vient la **désinhibition liée à l'anonymat** sur internet et qui permet d'avoir des propos ne facilitant pas le débat ou l'apparition de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler des « Trolls » qui permettent d'alimenter des débats stériles et parfois éloignés du sujet. Certains affirment que **la fracture numérique** reste une réalité tant dans l'accès aux nouvelles technologies que dans leur utilisation. La notion de « **clic facile** » apparait également, l'idée est que la participation en ligne ne favorise pas l'engagement réel et entier. Enfin, un accès beaucoup plus important à des médias **sans être accompagné d'une éducation critique ni**

Exemple de contribution :

Les nouvelles technologies ne doivent être que des moyens d'information et de communication visant à faire se rencontrer les être humains dans le monde réel. Sinon, on se trompe de moyen d'action. Je crois que vu là où on en est rendu, il est nécessaire d'amener les jeunes à réinvestir l'espace public réel ! Descendre dans les rues. Participer à /organiser des manifs. Organiser des débats, ou les générer à l'improviste. Aller à la rencontre des habitants pour partager des idées, créer de la convivialité et du ciment social. Un ciment qui ne soit pas dénué de conscience politique, qui n'aie pas de tabous, qui lient les êtres humains avec un esprit de fraternité et d'égalité.

d'une capacité à décoder semble parfois dangereux aux participants qui souhaitent ne pas faire de l'internet la nouvelle panacée de la participation.

En ce qui concerne la proposition autour du vote en ligne, une fois de plus, elle suscite des résultats contrastés qui oscillent entre le souci de l'efficacité, de simplifier l'accès à la décision et l'idée que le vote électronique ne garantit pas assez de transparence, que les **risques de manipulation** des données sont importants. Vient également à nouveau cette idée du « **clic facile** » qui ne demande pas un fort engagement et qui perdrait en sens. Il y a un fort attachement au **côté symbolique du vote** que l'on retrouve dans l'isoloir et avec une urne.

Exemple de contribution :

le vote en ligne est bien si il y a toutefois une certaine transparence au niveau des résultats, de plus les informations précédents un vote sont primordiales et doivent être relayées sans être manipulées ni faussées

Enfin, et pour en terminer avec ce rapport, voici la seule contribution qui apporte un réel éclairage sur les choix effectués aux questions préalables :

Exemple de contribution :

réponse à pourquoi je ne veux m'impliquer plus : c'est triste à dire mais j'ai l'impression que la jeunesse n'est pas écouté, n'est pas entendue, et que les politiques se servent beaucoup des gens, qu'ils ont le désir de réussir mais qu'ils savent tout mieux que tout le monde... Ils ne nous représentent pas, ils ne consultent personne, ce n'est pas démocratique mais quasi totalitaire... La plus grande question est : que faire quand on n'est pas d'accord pour être entendu ?

Que peut-on en conclure ?

Les jeunes témoignent d'un désir fort de s'engager, toutefois, il est certain que leur engagement prend des formes nouvelles et plus diversifiées qu'auparavant.

La question des nouvelles technologies est un levier puissant qui peut aider à provoquer du débat et à informer. Mais il doit également servir à renforcer la transparence et la lisibilité de l'action politique.

Les nouvelles technologies sont également à prendre avec précaution et ne doivent pas être l'Alpha et l'Oméga de nos politiques de participation. Même si des utilisations intéressantes peuvent être développées, il existe un attachement aux symboles de la participation politique (vote, démarche physique).

CONCLUSION

Tout d'abord, il nous faut préciser une fois de plus qu'il s'agissait bien d'une consultation élaborée dans le cadre d'un processus de consultation jeunesse, lié au IVème cycle de Dialogue Structuré. Ce document n'a pas de prétention scientifique concernant les usages des jeunes et son utilisation ne servira qu'à élaborer des propositions politiques. La consultation se voulait volontairement courte et simple pour faciliter la participation des jeunes. Un focus fort sur les aspects qualitatif a permis d'explicitier et d'aller plus en profondeur sur les sujets abordés.

Cette consultation a porté sur un ensemble divers de champs reliés à la question de la participation des jeunes : culture politique, relation aux médias, engagement associatif, perception du politique, ... Même si, sur chacun des champs pris individuellement, elle n'apporte aucune surprise elle a le mérite de travailler sur ces thématiques dans une approche holistique inédite à notre connaissance.

Tout d'abord il convient de rappeler que les jeunes ne sont pas moins engagés mais investis dans des formes d'engagements diverses. Leur participation politique ne s'inscrit pas forcément dans le cadre des pratiques longtemps établies comme telles mais pour autant existe à d'autre niveau, sous d'autres formes.

Cette tendance est liée à un rejet massif du système de démocratie représentative provoqué par un sentiment d'injustice, de différence de traitement social, économique, judiciaire et médiatique entre jeunes et élus. Pour autant, ce sentiment est souvent argumenté et témoigne d'une réelle opinion construite. Par ailleurs, les jeunes conservent un réel attachement à des formes de participation telles que les rencontres physiques, les échanges au niveau local, l'engagement associatif ou les éléments symboliques tels que le vote.

Afin de rétablir une confiance et une compréhension mutuelle fortement détériorée, ainsi que de renforcer leur « pouvoir d'agir », les jeunes ayant répondu à cette consultation appelle à **une refonte globale des processus de prise de décision** concernant la jeunesse et les préoccupations quotidiennes de la jeunesse. Cette refonte doit permettre :

- Une implication réelle et reconnue des jeunes dès les choix de priorités et la conception d'une politique publique.
- Une plus grande reconnaissance des associations dans le rôle de soutien qu'elles peuvent avoir sur la participation des jeunes.
- Une plus grande transparence dans la prise de décision, les impacts escomptés.
- Une meilleure lisibilité de l'action publique, des acteurs qui y sont associés et de leur place dans les processus.
- Une plus grande cohérence des actions menées et des politiques entre-elles.
- Une meilleure vision à long-termes de l'action publique, des cycles dans lesquels elle s'inscrit.

Les outils numériques apportent de nouvelles opportunités pour faire vivre ces processus mais ne doivent pas être utilisés au détriment des espaces non-virtuels que sont par exemple les associations de jeunesse mais également l'engagement local.

Les décideurs publics, à quelque niveau que ce soit devraient également s'intéresser, chercher à comprendre et prendre en compte les nouvelles formes d'engagement politique. Des travaux de recherches sur ces questions doivent être pris en compte dans la modernisation des processus de décision publique.

Ce renouvellement du processus ne doit pas pour autant éclipser les efforts entrepris dans la moralisation de la vie publique ainsi que les projets entrepris sur le chantier de la gouvernance et du statut de l' élu. Faute de quoi, la défiance restera toujours la même.

Afin de mettre en œuvre cette recommandation, les jeunes répondants ont apporté un ensemble d'idées concrètes à mettre en œuvre dans le cadre de politiques publiques, politiques de jeunesse et politiques associatives. Ces éléments seront à mettre en cohérence avec la deuxième partie de notre consultation qui concerne les contributions associatives et institutionnelles.